

Revue européenne des sciences sociales

2020

European Journal of Social Sciences

VARIA

n° 58-1

Dernières études sur la sociologie de Raymond Boudon

Librairie Droz

SOMMAIRE

VARIA

The lion and fox animal spirits of Machiavelli and Pareto	13
<i>A framework for studying organisational micro-politics</i> Alasdair Marshall, Patrick Brown & Udechukwu Ojiako	
Albert Hirschman, les sciences sociales et le tournant interprétatif	41
Cyrille Ferraton & Ludovic Frobert	
Judges, wealth and morals: Ronald Coase on the judge in economics	67
Rafaël Lazega	
Articulations et frontières des sciences sociales	93
<i>La jeunesse intellectuelle d'Eugène Dupréel (1896-1925)</i> Margot Elmer	
Le commerce des idées philosophiques	117
<i>Le cas des médiateurs français de la «théorie critique» de Francfort</i> Louis Pinto	
Pitirim A. Sorokin's contribution to the theory and practice of altruism	149
Emiliana Mangone	
La sociologie urbaine française: l'ouverture comme identité?	177
Alain Bourdin & Marie-Pierre Lefevre	

DERNIÈRES ÉTUDES SUR LA SOCIOLOGIE DE RAYMOND BOUDON

Raymond Boudon: genèse d'un projet scientifique	209
Robert Leroux	
Segmentation et stratification de la production intellectuelle et ses publics selon Raymond Boudon	221
Mohamed Cherkaoui	
L'individualisme méthodologique défendu par Raymond Boudon	239
Massimo Borlandi	
Comptes rendus de lecture	267

Librairie Droz S.A.
11 rue Firmin-Massot
Case postale 389
CH-1211 Genève 12
www.droz.org – droz@droz.org

COMPTES RENDUS DE LECTURE

Pierre LASSAVE, 2019, *La Sociologie des religions. Une communauté de savoir*, Paris, Éditions de l'EHESS, « En temps et lieux », 410 p.

Gérard-Yves Leclerc (Université de Paris VIII-Saint-Denis)

Le livre de Pierre Lassave porte un titre assez général, même si son sous-titre éclaire suffisamment le lecteur sur certaines caractéristiques de son contenu. C'est pourquoi, avant de nous intéresser à son but central et aux analyses qu'il propose, il nous faut préciser ce que cet ouvrage n'est pas. Il n'est en effet ni un *manuel* d'introduction destiné aux étudiants désireux de s'initier à cette sous-discipline spécifique qu'est la sociologie des religions ; ni un *traité* de sociologie présentant un bilan détaillé de sa problématique, de ses objets, de ses méthodes, de ses résultats. L'ouvrage n'est pas non plus une introduction historique aux grands auteurs, aux théories principales, aux concepts fondamentaux de la sociologie des religions : ce qu'on appelle aujourd'hui, de façon un peu précieuse, « le religieux », ou encore « le sacré ». Il existe en effet en français (mais aussi, bien entendu, en anglais et en allemand) chez plusieurs éditeurs généralistes ou spécialisés, de bons ouvrages proposant une introduction à la fois historique, théorique et méthodologique sur cette spécialisation sociologique. L'ouvrage de Lassave n'est pas non plus un *traité de sociologie des religions*. Dans ce domaine également, il existe des ouvrages de qualité renvoyant, il est vrai, à des options théoriques plurielles et concurrentes. Disons-le d'emblée, l'objet spécifique et précis de *La Sociologie des religions. Une communauté de savoir* porte sur un phénomène qui est lui-même à la fois historique et sociologique : la génération des fondateurs de la sociologie religieuse contemporaine, qui commencent leurs travaux dans la France des années 1950-1960.

L'ouvrage ne s'attarde pas sur la genèse relativement récente de cette discipline, en particulier sur le rôle de ceux qu'on appelle les Pères fondateurs : Max Weber en Allemagne et Émile Durkheim en France. Dans un premier temps, il propose une description fine et détaillée de l'état de la sociologie de la religion en France, mais aussi, de façon plus cursive, en Europe (essentiellement en Grande-Bretagne et en Allemagne) et dans le monde (en particulier aux États-Unis, entrés en lice lors des premières enquêtes de terrain de l'école de Chicago). Mais il est consacré essentiellement à un moment-clé de l'histoire de la sociologie française des religions : celui de la troisième génération des spécialistes français de cette discipline. Après les Pères fondateurs français que furent Durkheim et son neveu et disciple Marcel Mauss, après un entre-deux-guerres qui se clôt par un débat/conflit entre une école durkheimienne

hégémonique et de micro-écoles dissidentes, telles que le Collège de sociologie (1938-1940), apparaît en effet, à la Libération, une nouvelle génération de chercheurs dont Lassave retrace en détail la genèse, les aspirations et les méthodes spécifiques.

Cette nouvelle sociologie française des religions est au départ essentiellement une *sociologie religieuse*. Entendons qu'elle étudie essentiellement une *religion* : le catholicisme français, et qu'elle trouve ses sources au sein du monde religieux lui-même, plus précisément dans une fraction du monde catholique. Comme l'a remarqué un historien, «la sociologie du catholicisme français a été pour l'essentiel l'œuvre de sociologues catholiques français» (cité par Lassave, p. 278). Cette sociologie à vocation «pastorale» naît au sein d'une Église qui cherche à trouver ses marques dans le nouveau monde politique et religieux apparu à la Libération. Faites par des clercs devenus conscients de la fragilité nouvelle de l'Église, au point de devenir, volontairement ou non, marginaux, pour ne pas dire «hérétiques» et «défroqués», ces démarches et ces enquêtes s'attachent à dresser un tableau historique et sociologique de l'Église de France dans les années 1950.

L'ouvrage comporte quatre parties. La première est intitulée «Institutions». Lassave montre le rôle prédominant, dans les années 1930-1950, de Gabriel Le Bras, véritable «entrepreneur intellectuel», personnalité prestigieuse située au carrefour de différentes élites, en particulier celle de l'Église et celle de l'Université (plus précisément les Facultés de droit canonique), etc. C'est en grande partie à son initiative que fut créé en 1954, au sein du Centre d'études sociologiques du CNRS, le Groupe de sociologie des religions (GSR), dont les *Archives de sociologie des religions* créées en 1956 (devenues en 1973 *Archives de sciences sociales des religions*) seront l'un des organes scientifiques. L'auteur montre comment, avec l'aide de collaborateurs ayant appartenu à l'Église à des titres divers, Le Bras a été à l'origine des premières enquêtes statistiques sur la distribution géographique du catholicisme dans la France rurale des années 1930. Le Bras et le chanoine Boulard sont, en ces années-là, à la tête d'une véritable armée de prêtres «enquêteurs du dimanche» (Lassave, p. 95). La fameuse *carte du chanoine Boulard* représente, dès la fin des années 1940, un exemple d'enquête «sociologique» ayant sa source première dans le souci de l'Église d'évaluer la portée de son activité d'évangélisation ou, à tout le moins, de sa capacité à enrayer une «déchristianisation» qu'elle sent venir, plus moins confusément.

La seconde partie est intitulée «Parcours». Elle présente en particulier des biographies détaillées de chacun des principaux animateurs du mouvement qui prit la relève de ces premières initiatives et qui fut une petite révolution dans le domaine de la sociologie des choses religieuses : l'ex-dominicain Henri Desroche ; l'ex-jeune clerc Émile Poulat, proche des prêtres-ouvriers ; Jean Séguy, resté un certain temps chez les Jésuites ; François-André Isambert et Jacques Maître, les seuls qui n'aient pas embrassé un temps la carrière cléricale, etc. Cette génération appartient désormais elle aussi au passé et son travail collectif relève désormais d'une approche sociologique et historique, laquelle est d'ailleurs entreprise en partie par ses propres héritiers. Ces derniers, «baby-boomers»

qui ont ancré la spécialité dans les cadres universitaires de grands établissements (EPHE, EHESS) viennent à peine de passer la main à leurs plus jeunes successeurs. Membre du comité de rédaction des *Archives de sciences sociales des religions* et chercheur au sein du Laboratoire du CNRS et de l'EHESS, Lassave était particulièrement bien placé pour observer de l'intérieur le travail des chercheurs et l'évolution de leurs préoccupations scientifiques.

Dans la troisième partie de son ouvrage, laquelle porte le titre « Transmissions », sont observés attentivement, analysés et décryptés deux dictionnaires. Ce qui les différencie ce sont les disparités observables dans leur conception et leurs attendus culturels ou « idéologiques ». Le premier, intitulé *Dictionnaire des religions*, publié en 1984 sous la direction de Monseigneur Poupard, a été piloté et organisé par des théologiens ou, à tout le moins, des historiens se situant à l'intérieur de l'orthodoxie de l'Église catholique, issus pour la plupart de facultés de théologie. Le second, qui porte le titre de *Dictionnaire des faits religieux*, publié en 2010, a été conduit par des chercheurs universitaires « laïcs » (même si certains d'entre eux sont et se revendiquent « croyants »). Pour montrer l'ampleur du changement qui s'est produit dans la sociologie française en ce domaine, en particulier dans la conceptualisation des objets, Lassave a sélectionné dix mots-clés apparaissant tour à tour dans les deux Dictionnaires, afin d'observer les différences de traitement qu'ils y subissent. Ces mots sont : *religion, faits religieux, sacré, Dieu, sécularisation, laïcité, Eglise, sectes, totémisme, sciences religieuses*. Le lecteur peut ainsi saisir comment, d'un Dictionnaire à l'autre, des concepts disparaissent (c'est le cas de « totémisme »), comment d'autres connaissent une ascension (ainsi celui de « sécularisation ») ; tandis que d'autres encore subissent une modification considérable de leur sens (ainsi « religion », « Dieu », etc.). C'est que l'enjeu est, dans une large mesure, l'évaluation, par chacun des deux dictionnaires, du phénomène de la « déchristianisation », de la « sécularisation », etc. Bref de la place du christianisme (et singulièrement du catholicisme et de l'Église) dans la société française d'aujourd'hui. La comparaison permet de constater et évaluer la mutation subie par la discipline « sociologie des religions » entre les deux conceptions du « Dictionnaire », un type de texte qui vise explicitement à introduire le lecteur profane à cette discipline. La mutation ainsi observée peut être analysée par certains croyants comme une forme de « décadence » ; mais elle peut également être considérée par des lecteurs plus « laïcs » comme une preuve du « progrès » des connaissances en matière de faits religieux. C'est pourquoi cette *sociologie historique du milieu catholique français* marque un moment central de la sécularisation de la sociologie des religions ; un moment critique que l'on pourrait appeler la déconfectionnalisation, voire la laïcisation de la sociologie des religions, telle qu'elle s'est produite en France au cours de ces années-là.

La quatrième et dernière partie s'appelle « Différends ». Le terme, judicieux, réfère autant aux conflits entre spécialistes qu'aux « différences » (la pluralité des points de vue adoptés par les chercheurs). La publication, les discussions internes dans le comité de lecture, les arrières-cuisines des comptes rendus et des évaluations, etc. Ceux-ci sont observés à propos du cas particulier qu'est le comité de rédaction des *Archives de sciences sociales des religions*, dont fait partie Lassave. Sans livrer de secrets inavouables ni transformer le lecteur profane en voyeur indiscret du monde professionnel de la recherche, l'auteur nous fait néanmoins pénétrer dans l'intérieur du laboratoire ou, si l'on préfère, dans les coulisses de la science en train de se faire. Il fait en particulier référence aux controverses entre auteurs : ainsi déjà Durkheim s'en prenant au début du XX^e siècle à des conceptions qu'il jugeait inacceptables de la « sociologie de la religion » ; ainsi celle qui se produisit entre le chanoine Boulard et Émile Poulat à propos de l'étendue de la « déchristianisation » des campagnes françaises. Ainsi, encore de nos jours, les controverses qui peuvent mettre aux prises l'auteur d'un article scientifique destiné à la publication dans les *Archives de sciences sociales des religions* et le *reviewer* qui se montre parfois critique à l'égard de ce texte et qui demande éventuellement à l'auteur de réviser tout ou partie du contenu de son article. Ce dernier peut obtempérer ou refuser, voire arguer du « droit de réponse » pour faire valoir son point de vue, au cœur même de la revue. L'ouvrage présente ainsi certaines des règles qui président à la construction/production de la vérité en matière scientifique. Il met en œuvre à la fois les concepts et les méthodes de la *sociologie de la science* et ceux de la *sociologie des professions*. En somme, il examine de près la « vie de laboratoire ». Il le fait à propos du monde des sciences sociales – lesquelles sont, dit-on, des sciences « molles » –, comme l'avaient fait Bruno Latour et Steve Woolgar à propos d'une science « dure », la biologie moléculaire (voir *La Vie de laboratoire*, 1979, Paris, La Découverte). Cela ne signifie d'ailleurs pas nécessairement que Lassave adhère à la vision « constructiviste » de la science qui est celle de Latour. Toujours est-il que l'attention minutieuse au travail de la recherche dans sa dimension la plus « triviale », mais aussi la plus empirique est, me semble-t-il, l'une des raisons majeures pour lesquelles son ouvrage comporte une longue introduction à caractère autobiographique. L'auteur nous montre comment, après avoir commencé, dans une large mesure, comme *outsider* (il avait débuté sa vie professionnelle dans une autre spécialité universitaire : la sociologie de l'urbanisme), il est entré peu à peu dans la profession de sociologue des religions, devenant ainsi un *insider*. Parce qu'il nous propose une vue qui fut au départ celui d'un *outsider*, son enquête est en quelque sorte fondée sur une observation participante. Et même après être devenu progressivement un sociologue de la religion à part entière, il a préservé cette dimension d'extériorité qui donne à l'ouvrage son parfum ethnologique (un parfum qu'il avait déjà fait goûter au lecteur quand il avait présenté le monde professionnel des bibliistes, dans un travail précédent intitulé *L'Appel du texte* (Presses universitaires de Rennes, 2011).

Lassave a écrit en somme une véritable *sociologie de la sociologie française des religions*, observée à un moment critique de son histoire : une période qui constitue un moment particulier, mais essentiel, de l'histoire de la sociologie mondiale des religions. Son ouvrage, écrit dans un style clair, alerte, quelquefois humoristique, est une approche de la sociologie en train de se faire, entre les années 1950 et aujourd'hui. À la fin de son parcours, Lassave s'interroge sur la place qui sera dévolue dans un proche avenir à la sociologie des religions, discipline universitaire, savoir à visée scientifique, revendiquant le patronage de la Raison et l'héritage des Lumières, dans une période où les turbulences religieuses semblent se développer (l'islam et l'islamisme n'étant, de ce point de vue, qu'une partie d'un tableau qui comporte aussi la montée des évangélismes, celle des intégrismes, des fondamentalismes et des fanatismes). Un monde où l'on peut véritablement se poser la question de savoir si les religions appartiennent à une époque qui est train de disparaître, ou si elles sont en train de subir une mutation qui semble gigantesque, inédite et irréversible. Il n'est nullement avéré, en tout cas, que l'objet de la sociologie des religions soit, dans le court terme, menacé de disparition. Raison de plus pour goûter les analyses que propose cet ouvrage.

Wilfried LIGNIER, 2019, *Prendre. Naissance d'une pratique sociale élémentaire*, Paris, Éditions du Seuil, 328 p.

Sophie Richardot (CURAPP-ESS, CNRS, Université de Picardie-Jules Verne)

Avec *Prendre. Naissance d'une pratique sociale élémentaire*, Wilfried Lignier investit une question jusque-là délaissée par la sociologie : la manière dont très jeunes enfants s'approprient les objets de leur environnement. L'échelle d'analyse est focalisée sur les gestes, un niveau de réalité habituellement réservé au champ des sciences cliniques ou expérimentales. Pourtant, selon l'auteur, il est pleinement légitime, pour les sciences sociales, de s'intéresser à cette question qui interroge tout aussi bien l'inégale distribution des biens accessibles dans la population que le rôle des institutions dans la formation des préférences enfantines ou la manière dont les goûts et les dégoûts créent de l'affiliation ou de la ségrégation sociale. L'originalité de l'ouvrage – et de l'enquête qu'il présente – réside ainsi dans son projet même : explorer à nouveaux frais ce qui, à première vue, peut apparaître comme une « petite question » pour en révéler les enjeux sociaux fondamentaux.

La thèse est la suivante : « ce que nous tenons sans aucun doute de la nature, ce qui est irrémédiablement en nous depuis la naissance, c'est un désir générique d'appropriation de ce qui nous entoure. Mais l'intensité de notre tendance à prendre lors de nos premières années d'existence, ce que nous cherchons à prendre effectivement, ainsi que la manière dont nous avons tendance à procéder, au moment même de l'acte, tout cela est forcément particulier, c'est-à-dire particularisé par des conditions locales singulières : une époque, un milieu, un moment, une interaction » (p. 17). Dès lors, l'acte de « prendre » doit être analysé comme un processus social plutôt que naturel. Il convient de l'étudier dans son contexte ordinaire, plutôt qu'en laboratoire. C'est ce que propose

ici l'auteur en nous livrant les résultats d'une recherche ethnographique minutieuse menée dans une crèche parisienne. Sur le plan théorique, Wilfried Lignier mobilise la théorie de Pierre Bourdieu pour rappeler que les objectifs de l'action ne sont pas les seules à importer dans la vie sociale et que la notion de pratique renvoie également à la manière de faire, au style de l'action. Il s'agit dès lors, pour lui, de s'intéresser non seulement aux visées de l'appropriation enfantine mais également aux manières différenciées de prendre et aux types de preneurs pour comprendre, au fond, la sociogenèse de l'habitus et du sens pratique. L'ouvrage, dense, se compose de cinq chapitres bien articulés et se caractérise par sa grande cohérence théorique et empirique.

Le premier chapitre – «De l'expérimentalisme à l'ethnographique» – est consacré à une critique approfondie des études expérimentales en matière d'approche scientifique du jeune âge. Pour Wilfried Lignier, il faut se distancier, d'une part, d'une approche comportementale de la préhension qui envisage les prises comme un geste universel, principalement déterminé par les conditions physiques immédiates de sa réalisation et, d'autre part, d'une approche psychologique du sens de la propriété qui prend pour point de départ la subjectivité individuelle et ses nécessités propres (agir au mieux, se rassurer, etc). L'une et l'autre réduisent l'intervention du social, soit parce qu'elles décontextualisent les pratiques enfantines, soit parce qu'elles font intervenir l'histoire et la culture beaucoup trop tard dans le processus de développement et, dans tous les cas, parce qu'elles se préoccupent trop peu de la différenciation sociale entre enfants. On saluera ici ce qui est très rarement fait ailleurs : un véritable travail d'analyse et de discussion des travaux de psychologie expérimentale conduisant à des critiques argumentées, et fondées, des recherches conduites dans ce domaine. On peut néanmoins regretter qu'un état de l'art ne soit pas ensuite proposé à partir des études menées en psychologie culturelle, un champ de recherches qui intègre pleinement – l'auteur le reconnaît lui-même – la dimension sociale dans ses analyses.

Wilfried Lignier insiste ensuite sur la nécessité de sortir du laboratoire pour observer, sur le vif, les prises enfantines ordinaires et présente son enquête ethnographique. Il s'agit, tout en réinscrivant l'analyse conduite sur le terrain dans des dynamiques sociales plus générales (historiques, institutionnelles, de morphologie sociale, etc.), de mener en crèche de très fines observations : quelles choses les enfants prennent-ils ? Comment y accèdent-ils ? Quelles expressions accompagnent les prises ? Quelle place joue la violence dans l'accès aux choses ? On peut s'étonner que l'auteur n'ait pas eu recours à l'usage de la vidéo car celle-ci, en dépit de ses contraintes (surmontables), aurait été particulièrement utile pour la possibilité qu'elle offre d'appréhender une scène *dans toute sa complexité* (ce qui est d'autant plus précieux à propos de pratiques enfantines encore relativement indéterminées) et, surtout, de l'appréhender *autrement* que sur le vif (ce qui permet à l'observateur de réviser éventuellement son premier regard qui tend souvent à «remettre de l'ordre» là où il n'y en a pas forcément). Il n'en demeure pas moins que les objectifs de l'observation sont clairement définis et que l'ensemble du processus de «prise» est ici scrupuleusement analysé.

L'enquête a été conduite dans la section des «grands» d'une crèche municipale parisienne (28 enfants de 2 à 3 ans), relativement mixte socialement (8 enfants sont d'origine populaire, dont 6 issus de l'immigration; 6 issus des classes moyennes; 14 des classes supérieures), et s'est étalée sur toute l'année. Elle a été complétée par des entretiens auprès de la plupart des parents, généralement au domicile de ceux-ci, et auprès des professionnelles de la crèche. Le chercheur a également eu accès aux notes prises par les professionnelles ainsi qu'aux dossiers individuels des enfants. Les matériaux recueillis sont donc très riches. Sans doute l'échantillon permet-il d'adopter une perspective variationniste sur le jeune âge mais on peut néanmoins penser que celle-ci aurait été renforcée si l'enquête ne s'était pas concentrée sur une seule crèche et avait pu être conduite dans une autre structure. Le deuxième chapitre – «En crèche: dans le domaine du prenable» – fait entrer le lecteur sur le terrain d'enquête. Il s'agit de s'intéresser aux prises enfantines en termes de disponibilité des choses (à prendre) et de dispositions des enfants (qui prennent). Comment se distribuent les objets et les espaces autour des enfants? Qui contrôle cette distribution? L'auteur montre combien la disponibilité des choses est instituée *a priori* (en laissant, par exemple, certaines choses à portée de main tandis que d'autres sont placées loin des enfants, en délimitant des moments d'appropriation, en encourageant des pratiques légitimes, etc.). Tout concourt, en particulier, à ce que les appropriations matérielles soient les plus pacifiques possibles. Pour tenter d'analyser les dispositions des preneurs, l'auteur s'attache à mettre en relation des différences relatives au cadre de socialisation familial et des différences de comportements en crèche. L'enquête conduite au domicile familial lui permet de formuler une hypothèse intéressante: les enfants des classes moyennes et supérieures sont plus détendus, plus confiants dans leur pratique d'appropriation (car ils évoluent dans des univers où les objets sont nombreux et accessibles) tandis que ceux des classes populaires sont davantage pris par l'urgence et l'inquiétude (en raison de la rareté des objets et de l'espace auxquels ils accèdent). Mais l'impatience observée chez les enfants d'origine populaire vis-à-vis des choses (que l'on est sur le point de leur distribuer, par exemple) ne peut-elle pas s'expliquer également par une socialisation différenciée au temps comme le montrent certaines recherches récentes (Gaële Henri-Panabière *et al.*, 2019, «La montre et le martinet: structuration temporelle de la vie familiale et inégalités scolaires», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 226-227, 1, p. 16-30)?

Le troisième chapitre – «Ce que les enfants préfèrent prendre» – s'intéresse à ce qui conduit de jeunes enfants à préférer certains objets plutôt que d'autres dans leurs pratiques d'appropriation. Wilfried Lignier constate que les enfants sont attirés, à la crèche, par des objets qu'ils ont appris à manipuler à la maison, mais, également, que leurs préférences se construisent au cours de leurs interactions quotidiennes. «Être très jeune, c'est avoir des dispositions personnelles encore suffisamment peu arrêtées pour laisser la pratique assez ouverte» (p. 154). C'est ainsi que les enfants se saisissent d'objets sur lesquels l'adulte attire leur attention, ici et maintenant, ou s'orientent, de manière

plus ou moins accidentelle, vers ce qui est accessible. Les observations suggèrent ainsi que les enfants ne prennent pas tant ce qu'ils *préfèrent* a priori mais ont plutôt tendance à *rendre préférable* a posteriori ce qu'ils ont d'abord pris un peu par hasard.

Le quatrième chapitre – «Comment prendre par soi-même quand on est tout petit?» – traite ensuite des façons de prendre et du recours, par les enfants, à une certaine violence, physique ou symbolique, pour accéder à ce qu'ils veulent. S'agissant de la violence physique, l'enquête montre que son usage est à la fois largement exploré par les enfants mais aussi limité, car il est immédiatement sanctionné et disqualifié par les professionnelles de la crèche. S'agissant de la violence symbolique, l'auteur observe un phénomène particulièrement intéressant : les enfants ont tendance à reprendre à leur compte, en les détournant à leur profit, les formules, souvent injonctives, qui leur ont été adressées par les adultes. Ils vont déclarer, par exemple, «je partage» pour justifier qu'ils s'emparent de ce que les autres détiennent. Wilfried Lignier et Julie Pagis (*L'Enfance de l'ordre*, 2017, Paris, Éditions du Seuil) ont proposé de nommer ce phénomène *recyclage* car «il s'agissait, en choisissant ce terme (plutôt que ceux de répétition ou de transposition, qui auraient été également envisageables) d'insister sur l'innovation relative des enfants socialisés, dans leur reprise symbolique» (p. 236). L'auteur souligne que violence physique et violence symbolique ne sont pas exclusives mais il ressort néanmoins de l'enquête que certains enfants – souvent d'origine populaire – ont une tendance marquée à taper, pousser, frapper pour prendre tandis que, d'autres – de classes favorisées – sont plus souvent engagés dans des modalités verbales ou symboliques d'imposition.

Le cinquième et dernier chapitre – «L'appropriation des autres, premiers essais» – montre que la prise des choses n'est pas étrangère à l'appropriation des personnes, qui peuvent être vues comme de «super-choses» par les enfants. Plus précisément, l'auteur se demande comment l'appropriation des autres – l'établissement délibéré d'alliances personnelles – repose sur la capacité à donner des choses que l'on a. Certains enfants sont-ils davantage capables que d'autres de s'allier aux autres? Peut-on repérer des liaisons préférentielles? Les résultats, obtenus à partir d'une analyse de réseau, font apparaître une très forte sexualisation des alliances observées entre enfants et une tendance des filles à former des groupes plus cohésifs et plus constitués que les garçons. Wilfried Lignier formule, à ce propos, une hypothèse prometteuse : «les espaces féminins d'élection (ceux qui font écho à leurs dispositions déjà distinctives) [l'espace «dînette», «coiffure», etc.] sont bien faits pour favoriser le croisement répété de plusieurs filles s'activant toutes ensemble dans un endroit fixe et relativement clos ; à l'inverse, les espaces masculin d'élection, plus labiles, plus flous, plus mouvants, limite a priori la proximité physique véritablement collective, au profit de rapprochement entre garçons se réalisant deux à deux, autour d'un objet plutôt que d'un lieu» (p. 279). Le chapitre montre très finement comment les enfants, constatant l'inefficacité du recours à la force pour s'approprier les personnes, en viennent à adopter des conduites alternatives, mieux à même de retenir l'attention, de susciter la bonne volonté, l'assistance ou la coopération d'autrui.

Mais peut-on encore parler d'« appropriation » quand l'enfant prend en compte l'envie de l'autre ou quand les interactions deviennent, avec l'âge, plus coopératives ?

L'auteur rappelle, en conclusion, que « le geste qui nous porte vers les choses est un geste social » (p. 305) ainsi que le produit d'une histoire sociale « faite corps ». L'observation ethnographique révèle, en particulier, l'incorporation précoce des dispositions sexuées et les alliances, déjà ségrégatives, qui en découlent. Wilfried Lignier insiste également sur le rôle crucial de l'adulte en particulier dans l'attribution d'une valeur aux choses. Il souligne aussi l'importance du langage dans l'appropriation des objets par les enfants et, les inégalités qui en résultent, tant les différences de compétences langagières apparaissent tôt. Il s'interroge sur les rapports entre possession et violence ainsi que sur la durée de vie des pratiques qu'il a observées. Sous quelle forme subsistent-elles avec l'avancée en âge ? Enfin, à partir du constat selon lequel « les enfants se comportent comme si importait constamment pour eux la distinction dominant/dominés » (p. 316), il conclut que « les logiques de distinction n'interviennent pas de façon secondaire dans la sociogenèse de la pratique ; elles en sont constitutives, dès le début » (p. 316).

On ne peut que recommander la lecture de *Prendre* dont l'apport dans le champ de la sociologie de l'enfance est indéniable, même si on peut se demander pour quelles raisons Wilfried Lignier n'a pas davantage mobilisé les apports de la psychologie culturelle du développement (voir, par exemple, Richard A. Shweder et al., « The Cultural Psychology of Development: One Mind, Many Mentalities », in William Damon & Richard M. Lerner [eds], 2016, *Handbook of Child Psychology*, Hoboken [NJ], Wiley, vol. 1, p. 716-792), dont la posture épistémologique et méthodologique est proche de celle qu'il défend. Un tel dialogue aurait, certes, impliqué de renoncer à une certaine stratégie de distinction disciplinaire, mais il aurait pu être particulièrement fécond et permis de conforter l'assise théorique de la recherche. Espérons, enfin, que ce livre sera aussi lu par les professionnels de la petite enfance et par les tenants d'une approche purement expérimentale du premier âge, dont Wilfried Lignier souligne à juste titre, les impensés et les limites.

Caroline MULLER, 2019, *Au plus près des âmes et des corps. Une histoire intime des catholiques au XIX^e siècle*, Paris, PUF, 366 p.

Claude Langlois (Paris, EPHE – GSRL)

Voici un sujet alléchant, l'histoire de la direction de conscience, qui toutefois ne devient accessible qu'en franchissant plusieurs obstacles point tous également balisés. Le titre, au premier chef. Il propose au lecteur tout à la fois *Une histoire intime des catholiques au XIX^e siècle*, qui, au vu du sujet, serait plutôt une histoire de l'intimité catholique, limité à la seconde moitié du XIX^e siècle, et entend l'amener *Au plus près des âmes et des corps*, ce qui, avouons-le, dans le contexte actuel d'abus sexuel de la part de fondateurs de mouvements religieux récents, pourrait laisser croire – ou craindre – tout autre chose.

Ce quiproquo levé, reste l'essentiel, un sujet qui, par rapport aux références habituelles s'est largement déplacé. Il ne s'agit plus de s'intéresser aux grandes directions de conscience comme les rapports complexes entre François de Sales et Jeanne de Chantal, ni même, pour en rester au XIX^e siècle, à tel prélat spécialisé dans le commerce avec les carmélites, comme Mgr Gay voire à telles personnalités, à l'instar de Thérèse de l'Enfant-Jésus, osant affirmer, au regard de l'éloignement de son directeur (elle, à Lisieux et lui, au Canada) et de l'inégalité de leurs échanges, que Jésus était son directeur, manière de dire qu'elle pouvait fort bien s'en passer ! Il s'agit ici de la direction de laïcs, célibataires et surtout mariés. Mais on demeure dans une autre forme de sélection, en troquant un élitisme religieux pour un autre, tout social, puisqu'il concerne ici, dans la plupart des cas, des milieux nobiliaires chez lesquels avoir un directeur de conscience fait presque parti du standing, surtout pour les femmes.

Plus délicat est le statut même du matériau sur lequel repose cette thèse, car il s'agit de la direction, classique ici, par lettres. Or cette correspondance a souvent été détruite, par principe, par des directeurs scrupuleux qui estimaient en conscience que, relevant du for interne, elle n'avait pas à être conservée, encore moins divulguée. Les Dupanloup, Hulst et Baudrillart, qui fournissent l'essentiel de la documentation sur laquelle repose cette enquête n'eurent pas ces scrupules, peut-être parce que la direction de conscience s'était déjà quelque peu sécularisée à leurs yeux, « mondianisée » plutôt, et qu'elle pouvait être considérée comme partie intégrante de l'activité de personnalités de premier plan de l'establishment parisien. Telle pourrait le faire croire la publication en 1931 de l'*Histoire d'une direction*, imprimé considéré comme une source au même titre que les fonds d'archives, une correspondance de l'abbé Georges Rivière avec la Comtesse d'Adhémar. Mais cette publication a été faite en opérant « un choix très réduit » de ces lettres, au point qu'il ne s'agisse plus ici, selon Jean Rivière, qui en fait le compte rendu dans la *Revue des Sciences religieuses*, « d'une "direction" spirituelle au sens classique du terme, mais plutôt, comme s'expriment quelque part les éditeurs (t. II, p. 276), d'un "échange de vues générales et supérieures" », entre personne de grands talents.

On comprendra mieux que cette thèse repose sur la direction d'une petite quinzaine de personnes dont seulement trois hommes, et, si l'on s'en tient aux occurrences de chacun et chacune, pour l'essentiel sur le parcours de six femmes et d'un homme dont le travail sur cette correspondance constitue l'ossature de ce travail. Cette concentration a quelque inconvénient, celle par exemple de donner une place prépondérante à Madame d'Adhémar, déjà citée, et surtout à Madame de Menthon, une dirigée de Mgr Dupanloup, omniprésente. Il est dommageable, de ce fait, qu'une étude relativement récente sur la direction de conscience, de Dominique-Marie Dauzet, sur Mgr d'Hulst (Claude Bressolette, *Monseigneur d'Hulst fondateur de l'Institut catholique de Paris*, 1998, p. 245-258) n'ait pas été utilisée tant pour le cas étudié, Marguerite Sorin de Bonne – personnalité qui n'aurait pas déparé dans la collection ici réunie –, que pour le point de vue adopté, celui du directeur, puisque ce sont ses

lettres, seules disponibles, qui sont utilisées pour dresser un portrait en creux de la dirigée, laquelle ne manque pas d'intérêt. Le même article de plus aurait fourni une autre indication intéressante, la publication rapide, au lendemain de la mort de Mgr d'Hulst, en 1896, d'un choix éclairant de ses *Lettres de direction* (1905, XXX-380 p.), publication qui confirme aussi la paradoxale publicité accordée à ce commerce de l'intime l'année même où les députés vont voter la séparation des Églises et de l'État et qui s'insère exactement entre celles, utilisées par Caroline Muller, de Henri Didon (1903) et de Léopold Beaudenom (1919) dont l'auteure aurait pu aussi regarder divers traités, fort lus, sur la direction spirituelle.

On entre dans cet ouvrage par une double porte. D'abord par un prologue sur la direction de conscience, vue comme de l'intérieur, puis par une introduction plus copieuse, partant de l'historicisation du sujet traité pour aboutir aux modalités de la correspondance. La masse de l'ouvrage est répartie en cinq chapitres, dont les titres explicitent inégalement le contenu : 1. « Dans l'armée silencieuse des femmes catholiques, sur le front de la reconquête des âmes » ; 2. « Le Bon Dieu est à la mode » ; 3. « Aimer, obéir, contester » ; 4. « Liberté de papier » ; 5. « Qu'il fasse ce qu'un homme doit faire ». Les quatre premiers chapitres sont en effet consacrés à la direction des femmes, et le dernier, à celle des hommes. À des conclusions brèves s'ajoutent les ingrédients resserrés d'un travail de recherche (sources, bibliographie et index des noms), à quoi s'ajoute un mince glossaire d'une dizaine de termes.

Ce qui, à mon sens, fait la grande qualité de cette thèse est la découverte, évidente, pour qui fréquente une telle production, de la non-spontanéité de l'écriture de soi, ou plutôt d'une spontanéité qui, pour la personne même qui s'écrit, se cherche indéfiniment à travers une manière de se dire dans l'immédiateté qui du journal qui de la correspondance. Ce que cette thèse permet de comprendre, à travers ces exemples de direction de conscience, c'est l'existence d'un théâtre à la Tchekhov, remis en scène dans les décors de l'historiographie du genre, où des femmes, souvent jeunes, sont le plus souvent les spectatrices de leur propre vie, mettant avec la pudeur du désespoir les mots disponibles, ou l'euphémisme est roi, sur la manière dont elles sont souvent dépossédées de leur vie ordinaire, point uniquement par la violence physique d'un conjoint ou par un écart de conduite qui ne leur sera jamais pardonné. Tout n'est point certes tragique, de fortes personnalités résistent, et ces femmes savent prendre leurs marques sinon leur aise dans les contraintes d'une vie mondaine qui, après tout, offre aussi bien des agréments. « Et Dieu dans tout cela ? », me demandait un étudiant prêtre dans un séminaire, sans doute sur les écrits de Thérèse de Lisieux. Poser à mon tour la même question renvoie plus précisément à cet essentiel bien résumé dans le premier terme du bref glossaire, *discernement* : la capacité du directeur à « comprendre le plan divin pour un dirigé » ou à « interpréter le projet de Dieu » sur lui. Redoutable privilège dont on voit très peu l'efficacité, dans la mesure où il s'inscrit dans des contraintes sociales strictes, le plus souvent du mariage. Comme il est toujours difficile de tracer une voie qui puisse unir le respect

des convenances sociales au choix d'une vie spirituelle qui demande des renoncements peu compatibles avec celle-ci, le directeur voit son rôle plus d'une fois se modifier, entremetteur pour faire aboutir un mariage voulu par la famille ou confidant attentif mais peu efficace des contraintes ou des contrariétés d'une vie de couple.

Ce travail d'équilibriste est encore plus visible quand le directeur de conscience a la malencontreuse idée de diriger plusieurs personnes d'une même maisonnée, inconscient d'évidents conflits d'intérêt, incapable alors de satisfaire toutes les demandes, surtout quand une dirigée refuse de jouer le jeu, livrant le récit de ses souffrances « sans autre souci que d'alléger sa vie ». Et Muller de commenter justement : « le progrès moral n'est qu'un prétexte pour obtenir le droit de parler de soi, pour être enfin légitime dans l'affirmation d'une parole autonome » (p. 266). Reste alors au directeur de conscience à se réfugier dans l'évitement, le silence, la rupture donc de la direction de conscience, alors que le plus souvent c'est lui qui cherche à écarter des concurrents, notamment des confesseurs occasionnels qu'il peut considérer comme tels.

Mais le plus souvent, la direction de conscience est jugée, surtout au début de son exercice, comme une bonne thérapeutique et il n'est pas rare de voir dans un milieu homogène, comme des étudiants d'un même collège, ceux qui sont satisfaits chanter les louanges de leur directeur et lui faire de la publicité, attirant ainsi d'autres personnes à lui ouvrir leur âme. Cercle vicieux car si le succès de grands directeurs sert aussi à nourrir leur réputation et à satisfaire les « followers » qui ont fait ce choix, il réduit d'autant la capacité d'attention à chacun, introduit d'inévitables inégalités dans les échanges, ce qui crée, comme on l'a vu des frustrations.

Ce qui fait la qualité de ce premier travail, c'est l'effort de lecture de cette correspondance, la capacité à trouver les passages les plus significatifs, l'attention qui lui est portée, même si l'analyse explicative, souvent éclairante, peut paraître parfois redondante. Cette attention empathique est incontestablement la caractéristique de cette immersion dans la direction de conscience selon le point de vue des dirigées, mais, faut-il encore le rappeler, de dirigées qui ne vivent pas une aventure spirituelle singulière ou qui ne portent pas un projet innovant demandant un accompagnement particulier, comme le furent, un siècle plus tard, Marie de la Trinité, engagée contre son gré dans la fondation des dominicaines des Campagnes, ou Madeleine Delbrêl et sa communauté de femmes laïques d'Ivry. On voit bien aussi les mutations possible de la direction au fil du temps, quand ces correspondances se vivent dans la durée, parfois de toute une vie : elles peuvent se muer en amitié entre deux personnes susceptibles de se confier l'une à l'autre en toute sécurité. Mais parfois la dirigée s'émancipe comme l'incommod Madame de Rakovska dont les sujets de fâcherie avec son directeur ne manquent pas, de l'éducation de sa fille à la gestion de sa fortune, de son caractère entier à son antiféminisme viscéral, deux éléments qui rendent difficile toute participation à quelque sociabilité religieuse que ce soit, même minimale.

La brève et dense conclusion de cette étude insiste sur la qualification de ce « récit de soi » qui « est un récit qui soigne ». Face au directeur, dont la fonction est de dire la norme religieuse, dans toute sa rigueur quand il le faut, chacune garde la capacité de « bâtir son refuge entre désir sincère de progrès et approfondissement de soi. Cette histoire est donc aussi une histoire de liberté » (p. 336). Mais est-ce vraiment ce que dit Arthémine de Menton, exposant sa tentation à son directeur dans un texte superbe qui précisément ouvre cette conclusion ? « Il me vient à l'esprit que vous êtes de ces maîtres habiles, que vous vous êtes emparé de mon âme et que je subis tout le joug » Et, d'apporter elle-même la réponse, rendant par là même inutile et inopérante celle de son directeur, « je veux le joug » car « il est doux de ne pas être laissé à soi-même, ce qui me mettrait en danger de devenir folle » (p. 335). Conscience donc d'une emprise que le sujet transforme en servitude volontaire pour échapper à la folie. La liberté ici échappe... Louons en tout cas le risque pris par l'auteure de donner la liberté de conclure autrement qu'elle-même en livrant au public de tels textes

Gérald BRONNER & Francesco DI IORIO (eds), 2018, *The Mystery Of Rationality: Mind, Beliefs And the Social Sciences*, Cham, Springer, 260 p.

Nathalie Bulle (CNRS, Paris – GEMASS)

This collective book signed by eminent contributors updates an agenda (to take up a theme addressed by Joseph Agassi) that is crucial for the social sciences: the question of rationality. The enigma posed by the concept here is not, as one might have thought in the first instance, the mystery of the faculty it identifies but, while this is undoubtedly related, the mystery of the notion itself, given the apparent impossibility of defining it scientifically in a consensual manner. Like the anthology of dichotomies classically evoked in the literature to circumscribe it: normative versus descriptive, instrumental versus non-instrumental, intentional versus unintentional, etc., the book's fifteen contributions (presented without any particular structure) offer an overall impressionistic picture, allowing the reader to get an idea of the state of the art on the subject in the social sciences. Since it is impossible to give a precise account of the arguments developed in each of the articles, I will mention only a few facets of this central notion that can be discovered when reading *The Mystery of Rationality*.

Let us begin with what is probably the most provocative idea of the collection, based on the observation that the concept of rationality, one of those most often used in the social sciences, is too often poorly defined by researchers and used according to different meanings, so that it could ultimately be advantageously abandoned (Karl-Dieter Opp, "Do the Social Sciences Need the Concept of 'Rationality'? Notes on the Obsession with a Concept", Chapter 13). But while some empiricist approaches confine themselves to behaviorism, rational models of the social and economic actor seem to express a fundamental need for understanding in the form of an interpretation of human action as

conscious (Emmanuel Picavet, "Rationality and Interpretation in the Study of Social Interaction", Chapter 15). In this regard, the opposition between the conscious level of thought, generally reserved for rational processes, and the unconscious level, or between intentionality and the absence of intention, neglects the "subconscious" level and, correlatively, the question of subconscious intention, which would require a deepening in this sense of the idea of intentionality (Alban Bouvier, "Intentional, Unintentional and Sub-intentional Aspects of Social Mechanisms and Rationality: The Example of Commitments in Political Life", Chapter 3). The interplay of "embodied" forms of rationality should also be considered (Shaun Gallagher, "Embodied Rationality", Chapter 7).

Nevertheless, the question of consciousness is given as a methodological device, or even a heuristic, participating in the enterprise of meaningful interpretation, rather than as a factual assumption. Subjective rational reasoning involves both explicit and implicit types of argumentation. "Good reasons" are those which, in one way or another, are generalizable and thus understandable inter-subjectively when situational contexts are reconstructed to account for the elements of subjectivity involved (Enzo Di Nuoscio, "On the Explanation of Human Action: 'Good Reasons', Critical Rationalism and Argumentation Theory", Chapter 4). On this basis, we can understand, for example, why the cognitive purpose of magic is not fundamentally different from that of science, inasmuch as it is not the symbolic dimension as such that differentiates them, but its meaning in relation to the global intellectual context of societies (Ian Jarvie, "Rationality and Irrationality Revisited or Intellectualism Vindicated or How Stands the Problem of the Rationality of Magic?" Chapter 9).

Moreover, the mathematically convenient and normative conception of rationality as maximization (of utility, profit, etc.) developed by neoclassical economics can be contrasted with the criticisms of the first generation of behavioral economists. The latter emphasized the importance of the point of view of decision-making processes rather than results, taking into account the cognitive limits of reason, its interpretative dimension, as well as routine behavior, or even lack of reflection or motivation for efficiency (Roger Frantz, "First Generation Behavioral Economists on Rationality, and Its Limits", Chapter 6).

In this respect, the motivational role of emotions in the revision of beliefs and preferences should be taken into consideration (Pierre Livet, "Dynamics of Rationality and Dynamics of Emotions", Chapter 11). And if reason is a means of introducing coherence into our goals and preferences, then both the strong, normative approach of rationality and the weak approach, involving the idea of intelligible or meaningful action, imply a conception of the good (Paul Dumouchel, "Rationality, Irrationality, Realism and the Good", Chapter 5). But it should also be noted that the rational actor model used in decision theory is based on axioms of completeness, transitivity of preferences and independence of irrelevant alternatives, which involve neither optimization nor conditions of validity of endorsed beliefs. This is why, for example, the biases of judgment observed in

cognitive psychology do not betray it, as is too often believed (Herbert Gintis, “Rational Choice Explained and Defended”, Chapter 8).

Finally, if we address the question of long-term choices related to the lives of social actors, then the notion of rationality implies in-depth the meaning of action for the actor, independent of any *a priori* planning (Daniel Little, “Rational Life Plans?”, Chapter 10). We could, it should be noted, bring this point of view closer to the notion of personality in Max Weber’s work, which is expressed in the internal link of action to values: the ultimate values and meanings that individuals give to their life take shape through various objectives depending on the context.

In the course of the discussion led by each of the contributors, points of view that have marked reflection on the subject in the social sciences are examined or confronted. These include those of Max Weber, Ludwig von Mises, Friedrich Hayek, Karl Popper, Carl Hempel, William Dray, Herbert Simon, Robin Horton, Steven Lukes, Jon Elster, Raymond Boudon and others. It is therefore an important book for anyone interested in the issue of rationality in the social sciences, in line with the major collective works devoted to the subject, such as *Rationality* (B. R. Wilson [ed.], 1970, Oxford, Basil Blackwell), *Rationality To-day / La Rationalité aujourd’hui* (T. F. Geraets [ed.], 1979, Ottawa, The University of Ottawa Press), or the anthology *Rationality in Action. Contemporary Approaches* (P. K. Moser [ed.], 1990, Cambridge, Cambridge University Press) or else the recent *Rationality in the Social Sciences. The Schumpeter-Parsons Seminar 1939-40 and Current Perspectives* (H. Staubmann and V. Lidz [eds], 2018, New York, Springer), none of which is obsolete, since discussions of this concept, even when they seem to touch it only on the periphery, engage it entirely and can still participate in broadening views about it. But one must admit a certain disappointment, since this reading does not allow us to lift the mystery which surrounds the concept of rationality, quite the contrary.

Michela NACCI, 2019, *Il volto della folla. Soggetti collettivi, democrazia, individuo* [*Le Visage de la foule. Sujets collectifs, démocratie, individu*], Bologne, Il Mulino, 238 p.

Xavier Tabet (Université Paris 8 – Laboratoire d’études romanes)

Ce livre de Michela Nacci, historienne italienne, spécialiste de la pensée politique française, ne porte pas sur la foule comme objet observé, mais sur la foule en tant que construction discursive, et en tant qu’invention conceptuelle. Le savoir sur la foule a été, dès la moitié du XIX^e siècle, précédé par la littérature, chez des auteurs comme Baudelaire, Poe, Rimbaud, Dostoïevski, Zola, Maupassant, Huysmans. Ceux-ci étaient souvent fascinés par la possibilité que la foule donne à l’artiste d’abandonner sa propre personnalité et identité. Pour Baudelaire en particulier, l’ivresse de la perte que la foule des grandes métropoles confère à l’individu représente la possibilité d’échapper aux normes et aux limites bourgeoises et d’accéder à une forme de communion

universelle. En même temps, cette dépossession peut se transformer en cauchemar lorsque, comme chez Dostoïevski, l'individu au sein de la foule ne se distingue plus par sa différence avec les autres, devenus ses sosies.

Anticipé par la littérature, le savoir « scientifique » sur la foule se construit dans le dernier quart du XIX^e siècle, et s'appelle *psychologie des foules*, ou *psychologie collective*. Ce sont là deux termes équivalents, qui se réfèrent au même phénomène : la transformation psychologique de l'individu qui advient lorsque celui-ci fait partie d'une foule. La nouvelle discipline se distingue en revanche de la *psychologie sociale*, pour laquelle la foule n'est qu'une des nombreuses formations sociales, comme le sont également les partis ou les clubs. Elle se situe à la croisée de la sociologie, de la psychologie, de la biologie, de l'anthropologie criminelle, mais également de la psychiatrie et de l'étude des sociétés animales.

Trop souvent réduite au célèbre ouvrage de Gustave Le Bon (*Psychologie des foules*, 1895), la naissance de cette discipline, essentiellement franco-italienne, fut pourtant l'objet d'une querelle de paternité entre certains des auteurs ayant contribué à la construction de ce nouvel objet. Il s'agit, pour les principaux d'entre eux, en plus de Le Bon lui-même, de Hippolyte Taine, Alfred Espinas, Henry Fournial, Gabriel Tarde pour les Français, et de Cesare Lombroso, Scipione Sighele, Enrico Ferri, Giuseppe Sergi pour les Italiens. Née au sein de la culture positiviste, cette discipline hybride est une forme de « bio-psychosociologie », selon l'expression de Michela Nacci. Elle se présente comme une psychologie à base de biologie, qui naturalise les phénomènes auxquels elle s'applique et voit les sociétés comme des organismes naturels. À une époque où la psychologie envahit tous les domaines, cette psychologie particulière est fondée sur l'idée d'une continuité entre l'homme et l'animal, selon laquelle l'animal est dans l'homme et l'homme dans l'animal.

Dans les cinq premiers chapitres (« J'ai horreur des foules », « Dater », « Une seule et unique personne, une bête sauvage monstrueuse et sans nom », « Foules folles », « Castors, abeilles, fourmis, femmes ») l'historienne reconstruit les contours de cette discipline. Elle montre que la vision qu'elle donne de la foule est essentiellement négative. Naturalisée et animalisée, considérée comme un corps décliné au féminin, mais aussi pathologisée et criminalisée, la foule n'est pas réductible à la somme de ses composantes. Elle n'est pas la somme des individus qui la composent, mais constitue véritablement un sujet nouveau. Irrationnel, anormal, violent et primitif, ce sujet unitaire et collectif a un visage et une physionomie, mais également une âme. Considérée dans l'optique du paradigme dégénérationniste, la foule représente pour l'individu un facteur de régression atavique, de perte du libre arbitre par l'effet hypnotique qu'elle exerce sur l'homme de la foule. Ce dernier perd alors les trois principales caractéristiques de l'individu mises en avant par la pensée libérale : l'autonomie, la rationalité et de contrôle de soi.

La thèse vers laquelle converge toute la psychologie collective (dont les trois mots-clés sont l'imitation, la contagion et la dégénération) est en somme celle selon laquelle le sommeil de la raison génère la foule. Celle-ci est, d'une certaine façon, l'opposé même de l'individu, dont elle cherche à anéantir la personnalité singulière au profit d'une personnalité collective. La foule étant présentée comme «un fou en grand», selon l'expression de Michela Nacci, les termes employés pour décrire les fous et les criminels sont les mêmes que ceux employés pour la foule, et il existe une véritable continuité entre les études sur la folie et le délire, sur l'imitation, la contagion et l'épidémie, et les études sur la foule. De Prosper Despine à Valentin Magnan et Paul-Maurice Legrain, de Théodule Ribot à Enrico Morselli, on retrouve ainsi le thème de la foule également dans des études de psychologues et de psychiatres ayant pour objet les troubles de la personnalité, de même qu'on le retrouve chez des criminologues, ou encore chez des épidémiologistes.

Dans les trois derniers chapitres («L'âme de la race», «Avant Spengler», «Foule, démocratie, individu»), Michela Nacci opère des rapprochements entre ces trois sujets importants de la fin du XIX^e siècle que sont la foule, la race et la nation (ou plutôt le «caractère national» des peuples). Il s'agit là de concepts collectifs dont la construction est parallèle et qui sont en général évoqués par les mêmes auteurs. À partir d'une multiplicité d'individus, on crée en effet un sujet collectif doté d'une identité fixe, voire immuable. L'historienne montre cependant que si les trois concepts sont liés, la foule est néanmoins un concept négatif tandis que, pour ceux qui manient alors ces concepts, la race et le caractère national sont quant à eux positifs. La nation tout particulièrement se présente comme le sujet bon qui fait face au sujet mauvais incarné par la foule. D'autre part, elle met en évidence le fait qu'avant Oswald Spengler on trouve dans cette littérature *fin de siècle* une représentation de la modernité comme une maladie. Le positivisme évolutionniste nourrit en effet l'idée selon laquelle la dégénération est le résultat même du progrès. En particulier dans les grandes métropoles qui sont le lieu de l'industrialisation, de la mécanisation, et de la massification, la modernité est placée sous le signe de la maladie. Et la foule représente le sujet social auquel faire endosser tous ses méfaits. Spengler est donc loin d'être isolé, ou à contre-courant, au milieu d'auteurs qui, par-delà leurs différences idéologiques et philosophiques, ne croient pas en un progrès certain et indéfini, et qui (de Max Nordau à Otto Weininger, de Cesare Lombroso à Gustave Le Bon, d'Achille Loria à Alfred Fouillée) sont enclins à penser la modernité en terme de pathologie.

En outre, Michela Nacci insiste sur le fait que le sujet individuel ne sort pas indemne de sa confrontation avec ce nouveau sujet qu'est la foule. Celle-ci révèle les fractures et les déséquilibres de l'individu. Loin de ne représenter qu'un pôle positif opposé au pôle négatif de la foule, c'est justement la faiblesse de l'individu moderne déraciné, atomisé, et rendu insignifiant, qui constitue le véritable facteur de renforcement du pouvoir de la foule. De sorte que si le sommeil de la raison engendre la foule, comme on l'a dit, il est vrai aussi que

le rapport qui lie l'individu à la foule n'est pas qu'un rapport de simple opposition. Loin de n'incarner que le bien, l'individu en crise de la modernité engendre la foule menaçante.

Dans le dernier chapitre, l'auteure revient sur les causes de la disparition de la psychologie collective au début du *xx^e* siècle, sous l'assaut combiné d'Émile Durkheim et de Sigmund Freud. Le premier dénoncera la contamination entre les sciences de la nature et les sciences de l'homme, et son rendra obsolète le recours à la psychologie pour comprendre la société. Quant au second, il déplacera l'analyse des foules vers le rôle joué par le chef charismatique. En outre, sa conception très structurée de l'inconscient sera bien différente de celle de la psychologie collective où celui-ci apparaît comme le fond animal et confus qui rassemble les hommes et les animaux. Enfin, elle revient sur la thèse classique selon laquelle la psychologie collective serait fondamentalement conservatrice, non seulement parce que Le Bon a été le livre de chevet de nombre de dictateurs, mais parce qu'elle contient de surcroît une critique du parlementarisme et de la démocratie, entendus comme un régime dominé par les émotions, les affects, et les instincts, et non par la raison.

Ceci explique, selon Michela Nacci, le discrédit qui pèse de nos jours sur la psychologie collective. Celle-ci apparaît non seulement comme une science dépassée, mais aussi anti-démocratique. Au concept de foule, on préfère parfois, comme chez Antonio Negri et Michael Hardt, celui de multitude, plus apte à désigner un nouveau sujet collectif pouvant incarner la révolution dans un monde globalisé. Malgré le tabou qui pèse sur la notion de foule, l'auteure estime néanmoins qu'il existe aujourd'hui certaines formes de permanence du discours de la psychologie collective, en particulier dans la critique du nouvel individualisme contemporain (Richard Sennet ou Christopher Lasch) et de la société «liquide» (Zygmunt Bauman). En outre, le peuple du populisme est souvent évoqué de la même façon que la foule à l'époque de la psychologie collective. Cette dernière semble réémerger de temps en temps, ou plutôt réapparaître sous de nouvelles formes, avec parfois la nostalgie pour des formes de communautés censées nous protéger de l'individualisme contemporain. Aussi, une question parcourt-elle l'ensemble de l'ouvrage : «ne nous serions-nous pas libérés de la psychologie collective trop rapidement?». Nous avons en effet exclu en partie la foule de notre champ de connaissance comme un objet contaminé par le déterminisme et le naturalisme, mais aussi vicié par la critique de la démocratie. Mais ne risque-t-on pas de négliger ainsi la part que l'inconscient et la dimension animale prennent dans le comportement de l'homme, qui est un être à la fois naturel et social?

Telles sont certaines des problématiques et des interrogations qui sous-tendent l'ouvrage de Michela Nacci. Si celui-ci offre des ouvertures vers des problématiques contemporaines, considérées dans une perspective historique stimulante, on aurait aimé que soit parfois davantage approfondie la réflexion sur ce versant contemporain, rapidement évoqué à travers la référence à des philosophes situés à gauche comme Ernesto Laclau, Antonio Negri, Alain Badiou, ou Giorgio Agamben. On aurait aimé également que soient un peu plus développées les raisons du non-emploi de la notion foucaldienne de biopo-

litique, là où l'auteure estime pourtant que celle-ci semble parfaitement pouvoir s'appliquer à la théorie des foules, fondée sur une idéologie de la normalité. Mais ce livre se distingue indéniablement par l'envergure de la recherche menée, par la vigueur de ses analyses et hypothèses, et par le croisement des perspectives et des domaines pris en considération, tout en conservant toujours une grande unité.

Franck DAMOUR, Stanislas DEPRESZ et David DOAT (dir.), 2018, *Généalogies et nature du transhumanisme. État actuel du débat*, Montréal, Liber, 198 p.

Gaël Brulé (Université de Genève)

Généalogies et nature du transhumanisme a pour but à la fois de montrer ce qu'est le transhumanisme et de susciter le débat en offrant une multitude de points de vue. À cette fin, onze chapitres regroupés en trois grandes parties (1. «Généalogie d'une idée»; 2. «Significations du transhumanisme» et 3. «Imaginaire et réalité») se proposent de questionner les enjeux autour du transhumanisme, mouvement qui entend, pour le dire en des termes assez larges, augmenter l'homme par la technologie.

Il n'est jamais évident d'apprécier un ouvrage collectif: doit-on juger les parties qui le constituent, ce qu'elles recouvrent ou ce qu'elles laissent de côté? Les angles abordés sont riches et l'on retrouve, à côté de chapitres descriptifs, des chapitres se positionnant pour et contre le transhumanisme avec des perspectives très différentes. Les coordinateurs ont fait le choix de donner un cadre souple au débat en réunissant une grande diversité d'auteurs. Si cette ouverture est louable et utile, il aurait été intéressant qu'ils les fassent dialoguer davantage et extraient les piliers constitutifs et les enjeux clivants du transhumanisme pour permettre au lecteur de se positionner. La nuance et la prudence sont salutaires mais, en indiquant dans le chapitre introductif que certains disent «ceci» et «d'autres cela», on a l'impression que les contributions «flottent» dans un débat sans cadre.

On peut néanmoins tenter d'imaginer à quoi il aurait ressemblé. Tout d'abord, plutôt que de se demander si nous sommes pour ou contre le transhumanisme et d'empêcher le débat par des oppositions binaires, il semble plus intéressant de reconnaître que, pour nombre d'entre nous, nous acceptons un certain degré de transformation et d'amélioration par la technologie. Marc Roux («Technoprogressisme et frontières de l'humain au-delà de l'horizon», p. 89-104), rappelle ainsi que la chirurgie ou le vaccin procèdent d'une certaine vision transhumaniste, et qu'une vaste majorité de femmes ont recours à l'avortement lorsqu'elles découvrent qu'elles portent un enfant trisomique, une forme d'eugénisme constitutif de la pensée transhumaniste. La plupart d'entre nous se retrouveraient ainsi dans certaines propositions issues de la déclaration transhumaniste: «on devrait mener des recherches méthodiques pour comprendre ces futurs changements [de la technologie] mais aussi leurs conséquences à long terme» ou encore «nous devons créer des forums où les gens pourront débattre en toute ratio-

nalité de ce qui devrait être fait mais aussi d'un ordre social où on puisse mettre en œuvre des décisions responsables» (voir <<https://iatranshumanisme.com/transhumanisme/la-declaration-transhumaniste>>):

Mais reconnaître un certain degré de transformation ne veut pas pour autant dire «puisque nous y sommes déjà, autant y aller à fond», comme le voudrait un procédé rhétorique de certains enthousiastes du mouvement; nous serions choqués par une augmentation sans complexe de l'être humain qui aboutirait à une humanité à deux vitesses. Si aucun auteur ne revendique cette intention, le libertarianisme assumé des élites culturelles, économiques et technologiques couplé à la montée des inégalités actuelles semble y mener tout droit. La plupart des adeptes du libre-échange n'ont jamais revendiqué une volonté explicite de créer des inégalités fortes, mais les choix effectués y conduisent *de facto*. Avant même de se positionner pour ou contre le transhumanisme ou même sur un continuum allant de «pas du tout favorable» à «tout à fait favorable», il semble nécessaire de mettre en avant deux apories majeures de l'épistémè transhumaniste actuelle: la question socio-politique et la question écologique.

Les coordinateurs du livre défendent une vague adhésion à la déclaration transhumaniste: «les transhumanistes prônent le droit moral de ceux qui le désirent de se servir de la technologie pour accroître leurs capacités physiques, mentales ou reproductives et d'être davantage maîtres de leur propre vie» (*ibid.*). Mais revendiquer une utilisation isolée de la technologie est à peu près aussi crédible que de dire «je prône le droit de jouer avec la bombe atomique dans mon jardin sans que celui d'à côté ne s'en émeuve». Tout acte, toute intention, porte en lui une vision du monde. En choisissant d'acheter tel ou tel produit, d'être propriétaire d'une maison, ou d'investir dans le cacao en Côte d'Ivoire, je pousse une vision de la société, mon action est de fait politique. Dès lors, avoir des humains augmentés n'est pas sans conséquence pour le voisin qui ne l'est pas. Francesco Paolo Adorno («L'illusion de la liberté. Transhumanisme et biopolitique», p. 105-118) rappelle que la politique est engagée dans la réalisation de ces finalités. Ce dernier voit dans le mouvement transhumaniste un effet libérateur qui relève de l'hallucination. Comme le rappelle Benjamin Bourcier («La politique transhumaniste: pari utilitariste et politique du futur?», p. 179-192), le libertarianisme affiché de la plupart des grands noms du transhumanisme semble d'une naïveté étonnante. Celle-ci renvoie à des individus éblouis et non éclairés pas la technologie.

La légitimation du mouvement par les adeptes est faite en traçant des filiations étymologiques ou épistémologiques qui n'existent pas forcément. Jean-Yves Goffi («L'héritage de la génération Huxley-Teilhard de Chardin», p. 35-54) rappelle que l'émergence du terme de transhumanisme est intéressante puisqu'elle procéderait d'une nouvelle de Julian Huxley, qui n'aurait pas été des plus enthousiastes à l'égard de son néologisme et lui aurait préféré pendant longtemps le terme d'humanisme évolutionnaire. Ce sont les transhumanistes des générations suivantes, comme Nick Bostrom, qui auraient voulu figer ce terme.

Nicolas Le Dévedec («Humanisme, transhumanismes : deux conceptions antithétiques de la perfectibilité humaine», p. 19-34) récuse le rapprochement communément fait entre humanisme et transhumanisme, puisque de nombreux transhumanistes se voient comme héritiers des Lumières, et notamment de figures comme le Marquis de Condorcet. Or, s'il y a bien une revendication du progrès au sein du mouvement large des Lumières, jamais il ne s'y réduit ; la technique est un outil pour l'autonomie politique (p. 22). Cette dimension politique est absente de la pensée transhumaniste, qui ne s'intéresse en général qu'à l'individu. Les transhumanistes autonomisent le progrès comme quelque chose de désirable en soi et pour soi. Selon Marc Roux, leur mouvement a tendance à délaissier l'impact social du transhumanisme, avec un risque clair : que les avancées technologiques ne bénéficient qu'aux plus riches, et que l'on aille vers une humanité à deux vitesses. L'éthos transhumaniste est néolibéral et les transhumanistes comme Ray Kurzweil, cité dans pratiquement chaque chapitre du livre, semblent préférer la science à la vie. Celles et ceux qui pensent que la technologie répondra à tous les problèmes, y compris à ses propres apories, paraissent faire preuve d'une cécité historique. Il n'est pas possible de regarder le transhumanisme seulement à travers le prisme technologique, il convient de le regarder à travers le prisme social et politique, comme le dit justement Nicolas Le Dévedec dans son chapitre. L'angle politique est trop souvent soit omis, soit rejeté.

Si la pensée écologique est abordée dans le chapitre de Thierry Magnin et Sylvie Allouche par la voix du pape François («Le transhumain et l'anthropologie chrétienne», p. 129-146), un réel point de vue écologique aurait été salutaire pour éclairer la question du transhumanisme. Le transhumanisme ne se dilue pas aisément dans la pensée écologique, ou alors sous des formes extrêmes (on peut penser au nazisme qui combinait les deux). Une vraie démarche écologique s'appuie sur le principe de précaution, qui consiste à ne pas faire des choses dont on maîtriserait mal les conséquences. Le mouvement transhumaniste rejette ce principe et lui préfère le principe d'extropie, (un néologisme construit en opposition au principe entropique et à l'idée d'une inévitable dégradation de la matière et de la vie). Marc Roux le dit même directement : «plutôt que de révéler la finitude, attitude qui se traduit parfois par des tendances morbides ou nihilistes, le transhumanisme appelle à ouvrir nos sociétés à d'autres horizons» (p. 99). Par exemple, «la venue au monde d'une personne humaine d'origine animale pourrait être une formidable source d'enrichissement» (p. 97). Les transhumanistes autonomisent la technologie, qui était autrefois un médium et semblent ne poser que très rarement la question du pourquoi. Gilbert Hottois («Pour un transhumanisme philosophique critique», p. 73-88) semble prôner un transhumanisme plus modéré et plus fin. S'appuyant sur une expérience de la bioéthique en comité, et en considérant le transhumanisme en tant que matérialisme non-métaphysique, il permet de s'extraire des pensées utopiques ou dystopiques pour aller sur le terrain de la discussion et de l'échange sur les conséquences, les coûts, etc. de l'adoption d'une technologie biomédicale. Chaque avancée doit se faire de manière débattue. Encore faudrait-il

que la société civile soit bien représentée au sein de ces comités et que sa voix porte, au moment de l'adoption de telles technologies, pour la prise en compte des effets sociaux et environnementaux. Selon Marc Roux, le transhumanisme se propose d'«oser franchir le seuil» et «de laisser courir notre curiosité vers d'autres horizons, car sans curiosité, il n'y a pas d'avenir possible» (p. 93). D'un point de vue écologique, on pourrait dire que cette curiosité ressemble beaucoup à celles qui a légitimé la surexploitation de la terre depuis des décennies, et hypothéqué l'avenir de la planète. On se rapprochera donc plutôt de la critique de Nicolas Le Dévedec, qui marque bien les aspects politiques souvent oubliés par les enthousiastes du transhumanisme, et de Thierry Magnin et Sylvie Allouche, lesquels préfèrent à la simplicité des solutions techniques la complexité du vivant.

Tels qu'ils sont définis et tels qu'ils de définissent actuellement, les transhumanistes semblent être le résultat de passionnés de technologie et d'évangélistes. Revendiquant le matérialisme et le rejet des croyances, ils se placent pourtant, avec leurs aspirations immortalistes, dans un registre liturgique et fétichiste de la technologie et de l'intelligence artificielle (voir les chapitres de Paul Jorion «Les préconisations du transhumanisme sous le regard de l'anthropologue et de l'éthologue», p. 119-128, et de Salomé Bour «Mythologies transhumanistes», p. 147-162). L'univers parfait cartésien recherché par certains technologues reprend point par point les symboles religieux. Selon Cecilia Calheiros («Aspirations métaphysiques et attentes eschatologiques chez les transhumanistes», 2019, *Revue d'éthique et de théologie morale*, 302-2, p. 43-57), «le transhumanisme qui propose le remplacement de la religion par la rationalité scientifique finit, par symétrie, par prétendre aux mêmes vertus et à reproduire les mêmes rhétoriques» (p. 56). Selon Miguel Benasayag, le transhumanisme porte en lui la «haine du corps et de la vie» et une posture politique réactionnaire (entretien avec Miguel Benasayag, *Reporterre*, 6 mai 2017 : <<https://reporterre.net/Miguel-Benasayag-Le-transhumanisme-prepare-un-monde-d-apartheid>>). Certains sujets sont si importants qu'ils nécessitent que l'on se positionne par rapport à eux. On aurait aimé que les directeurs du livre mettent davantage en relief certaines apories évidentes (sociales, politiques, écologiques) du transhumanisme tel qu'il est évoqué actuellement. Peut-être sera-ce l'occasion d'un futur ouvrage ?

Philippe POCHET, 2019, *À la recherche de l'Europe sociale*, Paris, PUF, 376 p.

Karim Fertikh (Université de Strasbourg)

À la recherche de l'Europe sociale s'inscrit dans la longue liste d'ouvrages qui entourent de précautions leur usage de l'expression «Europe sociale», en en faisant une hypothèse, un projet, un défi, une marche, une impasse ou une recherche. Avant d'être un domaine de recherche, le terme recouvre des ensembles de projets politiques inégalement réalisés, ce qui explique l'inconfort de son usage dans la littérature scientifique. Si l'ouvrage de Philippe Pochet a l'ampleur d'un manuel, il présente aussi un point de

vue vivant sur l'Europe sociale et s'achève sur un plaidoyer en faveur d'une transition socio-écologique de la construction européenne.

Philippe Pochet dresse une synthèse brillante de la littérature institutionnaliste sur les grands moments, domaines et instruments des politiques sociales européennes. Acteur lucide et observateur informé de la construction de l'Europe sociale, le directeur de l'Institut syndical européen considère que les différentes époques de la construction européenne ont chacune une logique propre, ont donné une coloration particulière aux politiques sociales communautaires, et que l'insuccès relatif de chaque séquence a conduit à un renouvellement des approches.

Le plan de l'ouvrage reflète cette intuition. Après un premier chapitre consacré aux contours du modèle social européen, le livre se consacre aux grandes étapes, aux projets centraux et aux méthodes dominantes de la construction de l'Europe sociale en séquencant le récit (le fil de l'ouvrage est chronologique) et en le sectorialisant, puisque l'euro-péanisation des politiques sociales est différenciée en fonction des domaines. L'auteur propose ainsi une synthèse des connaissances autant dans le domaine de l'égalité entre femmes et hommes que dans celui de la santé et de la sécurité au travail ; il revient sur la méthode ouverte de coordination et son rôle, en particulier, dans les réformes relatives aux politiques d'emploi. Après avoir dessiné ce panorama des politiques européennes, Philippe Pochet réinterroge le concept d'euro-péanisation, en insistant sur l'inégale influence des impulsions européennes en matière de politique sociale et sur les interactions complexes entre les niveaux de politique publique. Il avance l'idée que l'euro-péanisation des politiques sociales est « fractionnée, inégale et différente selon les communautés de politique publique et les lieux de circulation des idées » (p. 236).

Son analyse diachronique conduit l'auteur à mettre en évidence l'affaiblissement progressif d'une croyance dans la capacité de l'Union européenne à générer un progrès en matière de protection et de droits sociaux. Dans les conclusions personnelles qui ponctuent chacun des chapitres, l'ouvrage revient à de nombreuses reprises sur l'érosion du soutien à une Union européenne de plus en plus perçue par les acteurs du mouvement syndical (ou par les électeurs) comme un risque et non comme une opportunité. À ce titre, on mentionnera l'analyse de la crise de l'euro et la manière dont Philippe Pochet la lie au démantèlement de modèles nationaux de protection sociale. L'auteur considère en effet que la dimension sociale de l'Union européenne s'affaïsse fortement au tournant des années 2000, et que cet affaiblissement est accéléré par la crise de l'euro, transformée par un « retournement du narratif » en crise de l'État social. Le traitement de la crise grecque devient alors l'« archétype » de réformes visant à impulser, dans les différents pays de l'Union, des « dévaluations internes » en prenant pour cible le droit social, les régimes salariaux et la sécurité sociale. Au-delà de son considérable effort de synthèse, Philippe Pochet dresse donc également un bilan critique de la construction des politiques sociales européennes.

Ce manuel mène ainsi parfaitement à bien l'ambition de faire le point sur l'état actuel de l'Europe sociale. En incluant dans son travail une perspective personnelle ainsi qu'une analyse des objectifs ou espoirs avortés, Philippe Pochet met en évidence certaines des tensions qui travaillent l'Europe sociale si on la considère non seulement comme un ensemble de politiques concrètes, dont on pourrait dresser l'état des lieux, mais également comme un ensemble de projets qui peuvent aussi bien réussir qu'échouer. Le dernier chapitre, consacré aux articulations entre politique sociale et changement climatique, constitue un plaidoyer symptomatique pour cette dimension militante de l'Europe sociale.

Un travail de cette ampleur présente nécessairement des limites. On se bornera à en signaler une : la perspective institutionnaliste ne permet pas de rendre compte de ce que l'Europe sociale doit à des acteurs concrets. Si communautés de politique publique, syndicats, ONG ou organes de l'Union européenne sont mentionnés en nom collectif, l'ouvrage de Philippe Pochet ne s'attarde pas sur les individus, leurs ressources et les formes de leur action. En ce sens, il est conforme à la tradition de recherche institutionnaliste. Cependant, cela le conduit à laisser de côté une bonne partie de la littérature en histoire ou en sociologie historique. Le travail d'Amandine Crespy paru également en 2019 (*L'Europe sociale. Acteurs, politiques, débats*, Éditions de l'université de Bruxelles) permettrait à cet égard d'enrichir le point de vue de Philippe Pochet. Centrant son analyse sur les acteurs et les processus de constitution des politiques sociales européennes, Amandine Crespy mobilise pour sa part une importante littérature historique ou de sociologie historique qui lui permet défendre une vision plus incarnée de l'étude de l'Europe sociale. Ces deux ouvrages apparaissent complémentaires pour nourrir la compréhension de ce que la construction européenne fait à la protection et aux droits sociaux.

Helena ROSENBLATT, 2018, *The Lost History of Liberalism: From Ancient Rome to the Twenty-First Century*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 368 p.

Henri-Pierre Mottironi (Université de Lausanne, IEP – Sciences Po Paris, CEVIPOF)

“It is never a waste of time to study the history of a word.” It is with these suggestive words of the French historian Lucien Febvre that Helena Rosenblatt begins her last book *The Lost History of Liberalism: From Ancient Rome to the Twenty-First Century*. By studying the history of the word liberalism, Rosenblatt attempts a clarification of what happens to be a catch-all term encompassing very different thinkers, political actors and followers. While liberalism is often seen as a mainly Anglo-Saxon tradition of thought, Rosenblatt argues that it was the French Revolution that gave birth to liberalism as we understand it, while the concept was refined mostly by French and German thinkers during the 19th century. In opposition to the widespread notion of a tradition of thought broadly committed to the supremacy of private rights and individual choices, *The Lost History of Liberalism* explains that many liberal thinkers accorded a prominent place to family, religion and duties.

Furthermore, Rosenblatt elegantly exposes the ambiguities of 19th-century liberal thinkers about questions such as colonialism, economic *laissez-faire*, and eugenics.

She explains that the adjective “liberal”, which indicated a form of aristocratic generosity inherited from Ancient Rome and the Renaissance, come to signify, during the Enlightenment, a set of traits of character, sentiments and ideas that supposedly increased the gentleness, refinement and degree of civilization of mankind. But the history of liberalism, according to Rosenblatt, does not begin with the Roman Republic or with the political thinkers of the Enlightenment. In her reconstruction, the origin of liberalism is to be traced back to the French Revolution, not before. Although many aspects of her argument are persuasive, one might regret that the intellectual context of the French Revolution itself is lightly analysed, in fact, the book contains only a dozen pages on the subject. She, however, explains well why the period between 1789 and 1830 is crucial to liberalism, because it saw the rise around Europe of the first liberal parties, which were influenced by French Revolution’s notions of equality before law, representative government and freedom of speech. For her, it is in Benjamin Constant’s *Principles of Politics* that we find the great theorization of liberal government during the 19th century. Surprisingly for a great specialist of Benjamin Constant, Rosenblatt does not mention Emmanuel-Joseph Sieyès in her study, in spite of his central role in the political thought of the Revolution (especially on representative government), and in Constant’s career. We might regret this oversight, since Sieyès’s writings and discourses are regarded as seminal for liberal ideas, such as the famous opposition between the liberty of the moderns and of the ancients that Constant refined in his famous speech of 1819 at the *Athénée royal* (see Pasquale Pasquino, 1998, *Sieyès et l’invention de la constitution en France*, Paris, Jacob, p.31-49).

Starting from this point of view, the book follows the sequence of the main French political events of the 19th century and its four revolutions (1789, 1830, 1848, 1870). According to Rosenblatt, France led the way on many liberal battles and stances about the extension of suffrage, of the *laissez-faire* doctrine, the social question, colonialism, and clericalism. She deftly exposes the contradictions amongst 19th-century Liberals on these topics. The case of colonialism, in particular, crystallizes numerous ambiguities and contradictions of liberals at that time. Some of them, while being in favour of free trade, were opposed to colonial expansionism (e.g. Cobden), while other leading figures like Alexis de Tocqueville or John Stuart Mill were in favour of their country ruling foreign nations for economic and moral reasons (e.g. the French “civilizing mission”).

Helena Rosenblatt’s book does not forget to speak about liberal economic ideas, but she does not make the distinction between “economic liberalism” and “political liberalism”. While she does not explain this choice, her chapter 3 on the social question suggests that she regards “economic liberalism” as nothing more than few liberal principles applied to economic affairs. According to her, the emergence of the “social question”, in Europe during the first half of the 19th century, led to the rise of an opposition between what

would be later called “old” and a “new” liberal thinkers around the question of state’s regulation of the market. She argues that “old liberalism” emerged from a radicalization of the Anti-corn Law league’s interpretation of Adam Smith by French economists like Frédéric Bastiat under the July Monarchy (1830-1848). From this interpretation of liberal ideas emerged a strong doctrine pleading for *laissez-faire* politics and the negative role of government in the economy—doctrine that we commonly call “old” or “orthodox” liberalism. With the deterioration of living and working conditions of the labouring classes of the industrial Revolution, liberal thinkers started to disagree on the right way to respond to the “social question” (i.e. rise of poverty, appalling working conditions, etc.). Roughly put, some liberals thought that the social question would be best solved by the free market than by government; while others were pleading for some State interventions in that regard.

Helena Rosenblatt argues that German political economy of the second half of the 19th century played an important role in that part of the story, by building an argument against orthodox liberal views. On the base of empirical evidences, German thinkers came to believe that *laissez-faire* politics were making the life of a majority of people worse. More than just empirically flawed, German thinkers thought that old liberal ideas were founded on a moral misconception: individuals were not solitary and self-interested, they were social beings with ethical obligations towards others. From that consideration, they developed a conviction that state had a moral obligation to tend to the common welfare. These German ideas were diffused to France, England, and in the United States, and led to the late 19th-century division between “old” *laissez-fairist* liberals and “new” liberals more in favour of State interventionism.

By mostly basing her study on the sequence of French political history, Rosenblatt confirms Mill 1849’s comment she quoted at the beginning of chapter 3 that “the whole problem of modern society will be worked out [...] in France and nowhere else”. On balance, Rosenblatt gives us several good reasons to place France at the centre of the history of liberalism for the Western World during the 19th century. If this chronology seems relevant for a European history of liberalism, one might wonder whether it could be applied to the development and transformation of liberal ideas in the Global South. For instance, while the great Indian political thinker Rammohan Roy observed and reacted to the French Revolutions of 1789 or 1830, he was also directly concerned with major British political events such as the electoral debates leading to the Great Reform of 1832, or controversies about the East India Company’s corrupted rule in India (Christopher A. Bayly, 2007, “Rammohan Roy and the Advent of Constitutional Liberalism in India, 1800-30”, *Modern Intellectual History*, 4-1, p.25-41). So, we might wonder whether there is yet another story to be told that this book fails to convey.

Methodologically, Rosenblatt makes an original choice to clarify a complex notion: she focuses, on the one hand, on what the word “liberalism” and “liberal” meant for people who used them, and, on the other hand, she explores the way in which liberals defined themselves and what they meant by liberalism. Because of the ambiguity of the terms and concepts related to liberalism, such history of words and concepts is a particularly difficult task, which *The Lost History of Liberalism* successfully accomplishes. If we can concur with Febvre that studying the history of a word is never a waste of time, I am, however, not entirely convinced, after reading Rosenblatt’s study, that a history of words is sufficient to build a compelling argument in intellectual history. For demanding readers, following the book’s general argument might be like landing on a rolling stone because of the frequent changes of topics: it is sometimes difficult to follow the narrative, and the argumentation, from time to time, lacks the necessary details in intellectual history to buttress the main thesis.

Yet, these criticisms should be nuanced at least on two accounts. Firstly, *The Lost History of Liberalism* is a relatively compact book for such a complex and broad subject—a history of liberalism within c. 300 pages from Ancient Rome to the 21st century! Considering this limitation, Rosenblatt’s study constitutes a well-written and thought-provoking book of initiation to the European history of liberalism. Secondly, it demonstrates persuasively that liberalism has at least as much to do with France and Germany as with Great Britain and the United States of America. In other words, with her last book, Rosenblatt contributes to de-centre the history of liberalism from the dominant Anglo-Saxon perspective.

Hugo MICHÉRON, 2020, *Le Jihadisme français. Quartiers, Syrie, prisons*, Paris, Gallimard, 416 p.

Agnès Villechaise (Université de Bordeaux, Centre Émile Durkheim)

Le livre d’Hugo Micheron fait suite à la rédaction de sa thèse en sciences politiques soutenue à l’École normale supérieure en juin 2019 sous la direction de Gilles Kepel, intitulée « Quartiers, prisons, Syrie-Irak, comment se structure et s’organise le jihadisme en France ? » La préface de l’ouvrage signée par ce dernier annonce « une analyse inédite de la nature du jihadisme français » (p. 9) : Micheron déconstruirait opportunément des « théories obsolètes », et donnerait une « leçon magistrale » à des « élites » (p. 9-10) qui, si l’on en croit la phrase d’ouverture de cette préface, tenteraient « d’effacer de la mémoire collective la phase de terrorisme exacerbé que nous avons vécue de janvier 2015 à octobre 2017 » (p. 8).

Dans son introduction (p. 11-32), l’auteur lui-même assigne à son travail un ambitieux objectif. Il s’agit de poser dans le contexte des attentats perpétrés en France « le diagnostic général permettant d’en faire sens » (p. 11) en décrivant les « “écosystèmes” particuliers » (p. 18) dans lesquels s’est développé le jihadisme en Europe. À cette fin, il

revendique une méthode combinant « sciences sociales, islamologie classique, théologie et sémiologie arabe (p. 20), et l'exploitation de données de diverses sources recueillies entre 2014 et 2019 : une centaine d'entretiens menés dans des « quartiers » particulièrement touchés par des départs en Syrie, des séjours réalisés au Kurdistan irakien, au Liban et en Turquie, des entretiens individuels et collectifs menés auprès de 80 jihadistes emprisonnés en France, des entretiens formels et informels avec des fonctionnaires et des décideurs politiques au plus haut niveau, la lecture de la littérature jihadiste en ligne, ainsi que la consultation de dossiers judiciaires relatifs à certaines affaires jugées. Réfutant des interprétations centrées essentiellement sur la « radicalisation », Micheron rejette à la fois la thèse du « nihilisme » contenu dans une forme d'« islamisation de la radicalité » (il évoque ici Alain Bertho dans son livre *Les Enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs* [2016] et Olivier Roy, dans sa tribune « Le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste », publiée dans *Le Monde* le 23 novembre 2015) et celle du « critère strictement "social" » comme « variable explicative » (interprétation prêtée à Farhad Khosrokhavar, auteur de *Radicalisation* en 2014). Il entend pour sa part montrer ce que le développement du phénomène jihadiste doit aux « bouleversements des territoires de la société française et des grandes démocraties européennes », et aux « mutations idéologiques induites par le développement de l'islamisme au sein de celles-ci » (p. 20). Après un « avertissement » reprenant la catégorisation des quatre formes d'islamismes établie par Bernard Rougier dans son livre *Qu'est-ce que le salafisme* en 2008, (les frères musulmans, le tabligh, le salafisme, le jihadisme), l'ouvrage s'ouvre alors sur trois grandes parties conformes au sous-titre : « I. Quartiers » (p. 33-137) ; « II. Syrie » (p. 139-245) ; « III. Prisons » (p. 247-355).

La première partie comporte un préambule (« Aux origines de l'utopie jihadiste »), suivi de trois chapitres organisés chronologiquement : « 1. Prélude au jihadisme hexagonal : le paradigme de Toulouse (2001-2005) » ; « 2. Désaveu de la République et allégeance au jihad global (2005-2012) » ; « 3. Déclencher le jihad contre la France (2012) ». En prenant comme type idéal du phénomène le quartier du Mirail à Toulouse, où il mène principalement son investigation, l'auteur souhaite décrire la dynamique du jihadisme en Europe depuis les années 1980 à partir des réseaux d'interactions locaux puis transnationaux (notamment avec des quartiers de Bruxelles). L'enjeu de cette partie est de montrer comment se sont constitués sur notre territoire les « viviers » du terrorisme jihadiste, de cerner le rôle de levier joué dans le développement de nouvelles allégeances à l'islamisme violent par les attaques de Mohammed Mehra en mars 2012 à Toulouse et Montauban (qui avaient entraîné la mort de sept personnes, dont trois militaires et trois élèves d'une école juive), et de souligner également le manque de réaction appropriée d'un appareil d'État français qui aurait trop longtemps privilégié le diagnostic de la démence solitaire en lieu et place d'une analyse clairvoyante de la montée du phénomène jihadiste.

La deuxième partie, « Syrie », repose sur trois chapitres également chronologiques (1. « De L'Europe au Levant, le continuum du jihad (2012) » ; « 2. Illusion et désillusions du jihad syrien (2013) » ; « 3. Le "califat" éphémère (2014-2016) »). Elle vise à restituer le déroulement du conflit en Syrie, en pointant les responsabilités de Bachar al-Assad comme celles des grandes puissances occidentales (réduites à l'impuissance par leurs désaccords) dans le développement des forces islamistes sur le terrain, puis en retraçant la prise de pouvoir de Daech, la constitution du Califat et son effondrement. Mais cette partie a également pour but, à partir de témoignages individuels utilisés comme autant d'études de cas, de mieux cerner les trois vagues de départ au jihad en France qui, pour l'auteur, en constituent des mouvements distincts bien qu'interdépendants : sont décrits les « pionniers » de l'été 2012 (moins de 100 Français sont alors concernés), activistes de longue date qui arrivent en territoire déjà connu, vont y développer leur assise et poser la base des départs suivants en jouant les intermédiaires avec l'Europe ; les « cadres » recrutés dans l'entourage des pionniers, moins chevronnés, aux profils plus hétérogènes (avec en particulier une croissance du nombre de femmes parmi eux), rencontrant une certaine méfiance chez les islamistes syriens (à l'été 2014 on estime le nombre de Français présents en Syrie à 700) ; enfin les « opportunistes », jeunes zélés parmi lesquels croissent encore en nombre les femmes et les convertis, pris dans une spirale violente et dans une idéologie destructrice millénariste, qui seront entraînés dans le développement du califat totalitaire à son apogée, puis dans le chaos de son effondrement (au plus fort des départs, en 2015-2016, 2000 Français sont présents en Syrie). Ce faisant, Micheron prend à nouveau le contrepied d'une analyse qui viserait selon lui à mettre en avant le « nihilisme », la « fièvre » ou la « folie » chez les partants vers la Syrie, pour défendre la thèse d'un projet idéologique mûrement construit, le combat pour l'instauration d'un État islamique et une installation pérenne sur un territoire perçu comme la « terre sainte » (le Châm).

La troisième et dernière partie, « Prisons », souhaite montrer les ressorts, l'ampleur et l'emprise de l'islamisme dans nombre de prisons françaises, où 500 jihadistes, dont des « revendants » de Syrie, sont aujourd'hui incarcérés. Dans les trois chapitres qui la composent (« 1. Aux origines du jihadisme carcéral (2001-2015) » ; « 2. Le champ de bataille derrière les barreaux (2015-2016) » ; « 3. L'après Daech »), Micheron critique à la fois une vision selon lui foucaldienne de la prison forteresse coupée du monde extérieur, et les travaux de Khosrokhavar (*Prisons de France. Violence, radicalisation, déhumanisation : surveillants et détenus parlent*, Paris, Laffont, 2016) faisant à ses yeux du fonctionnement de cette institution totale la principale matrice de la radicalisation des prisonniers. Il analyse pour sa part la montée du salafisme et du jihadisme comme émanation d'un prosélytisme alimenté de l'extérieur par une stratégie de prise de pouvoir bien comprise, en lien avec la diffusion de l'idéologie violente dans les quartiers. Là encore, l'auteur déplore que les pouvoirs publics ne soient pas parvenus jusqu'à présent à prendre la mesure du phénomène, voire le renforcent par des programmes inadaptés, quand les unités dédiées à l'enfermement des prisonniers concernés reprodui-

sent l'organisation des unités combattantes au Levant, avec les «*katiba*» (brigades) et leurs «*émirs*», et deviennent «*l'ENA du jihad*» (p. 293). Selon l'auteur, les jihadistes emprisonnés ont renforcé les éléments de leur propagande et préparent la guerre idéologique qui, à leur libération (la plupart seront dehors en 2022), devrait permettre d'amener de plus en plus de musulmans à désavouer la République et à grossir leurs rangs. La conclusion de l'ouvrage est à cet égard une ultime alerte. Si le Califat a échoué sur un territoire physique, son «*espace idéologique persiste*» (p. 360), et se reconfigure de manière puissante. Sans céder à la tentation de «*l'ordre sécuritaire*» ou à «*la stigmatisation*» (p. 371), il s'agirait donc d'en finir avec les «*billevesées*» qui, en décontextualisant et en des-historisant le jihadisme, l'ont «*réduit à une "révolte" abstraite, une mode fascinant les âmes malsaines ou fragiles*» et ont par là «*privé décideurs et citoyens des moyens de comprendre les modalités d'une menace qui pèse sur la France, l'Union européenne et la zone euro-méditerranée*» (p. 370). Il faut désormais une «*politique générale*» (p. 373) qui permette de nous en protéger.

Sur la nature précise que pourrait avoir cette «*politique générale*» l'auteur reste cependant muet : le réquisitoire auquel ressemble parfois l'ouvrage ne débouche pas sur la proposition de voies alternatives aux solutions jusque-là avancées par «*les candides de la déradicalisation*» (p. 279). Le silence est aussi pesant sur la genèse de «*la dimension militante, politique et religieuse*» dont Micheron estime pourtant qu'elle est en général «*évacuée du modèle explicatif*» (p. 267). S'il cherche très ostensiblement à lutter contre la prépondérance d'analyses qui «*réduisent le jihadisme à la marginalisation socio-économique et culturelle des périphéries urbaines et occultent les logiques religieuses et politiques à l'œuvre dans ces espaces*» (p. 362), le livre ne permet pas de cerner comment se forme le contenu de ces logiques, sur quel terreau elles se développent chez les individus, comment se construit la tentation de la radicalité. Au-delà du pouvoir quasi démiurgique que l'auteur prête à quelques idéologues hyper stratèges étendant peu à peu leur emprise sur les populations des quartiers et des prisons (une interprétation qui réduit d'ailleurs symétriquement la majorité des individus à leur caractère particulièrement influençable), la thèse tautologique avancée dès l'introduction (les phénomènes jihadistes sont générés notamment par des «*mutations idéologiques induites par le développement de l'islamisme*») n'est donc jamais éclairée ou dépassée.

De manière générale, le livre s'avère bien plus convaincu que convaincant, et c'est là une explication de ses travers. Car il ne paraît pas que l'auteur soit parvenu à rester loin de «*tout parti pris idéologique*», comme Kepel l'annonçait pourtant en préface p. 9. Les raccourcis qu'emprunte le récit largement polémique du débat intellectuel et académique autour des phénomènes de radicalisation dans l'introduction ou dans la troisième partie, l'utilisation parfois hasardeuse des entretiens réalisés, lorsqu'une seule citation fait vérité, ou lorsque les interprétations des propos sont visiblement orientées (par exemple les jihadistes sidérés par la violence et la cruauté de l'État islamique qui se déroule sur leurs yeux et cherchant à échapper au combat armé ne font jamais preuve de lucidité ou de repentir

mais uniquement, selon l'auteur, de « défilades » (p. 179), enfin le recours complaisant au sensationnel à défaut d'une approche scientifique (ainsi le fait de violence sur un gardien relaté au début de la troisième partie qui, non contextualisé, pourrait amener le lecteur à penser que tous les radicalisés emprisonnés sont de potentiels égocentriques, ou que tous les faits de violence contre le personnel pénitentiaires sont le fait de radicalisés) instruisent un procès à charge qui nous apprend plus sur les *a priori* de l'auteur que sur le phénomène qu'il décrit. Il faut reconnaître au livre des qualités d'investigation et d'exposition pédagogique, et une description utile de l'État islamique en Syrie, mais tout au long de l'ouvrage le sous-texte est envahissant, qui souhaite montrer la logique implacable des dérives violentes de l'islamisme, ne paraît rebuter par aucun amalgame (quartiers qualifiés de « salafo-jihadistes », confusion entretenue entre jihadisme et « régime salafiste » dans la description des prisons, affirmation peu étayée d'une salafisation systématique des frères musulmans, mise en lien de la notion d'islamophobie et des milieux salafistes qui l'auraient générée, etc.), et nuit considérablement à l'exploitation objective des données de terrain réunies.

On pourra à juste titre se désoler d'une parution qui, loin d'éclairer la réflexion, accroît au contraire les peurs et nous écarte de l'analyse. Les idéologues jihadistes fourbissent leurs armes en prison, nous dit Micheron, pour se lancer à l'assaut de musulmans d'Europe dont ils supposent (et l'auteur, plus gravement, semble le supposer avec eux), qu'ils sont majoritairement prêts à la salafisation piétiste d'abord, politique voire violente ensuite. Une telle vision nous enjoint alors presque explicitement de considérer tous les musulmans, cibles passives de cette propagande puissante, comme une menace. Parasité par la tentation de mener la charge contre des adversaires académiques d'ailleurs amplement caricaturés, l'ouvrage échoue à nous fournir les éclairages plus que jamais nécessaires sur des enjeux sociaux aussi fondamentaux. Les sciences sociales, régulièrement en proie à l'accusation de parti-pris, doivent plus que jamais s'efforcer d'en signifier l'inanité par la démonstration de leur rigueur. En étouffant la démarche du chercheur sous le règlement de compte entre deux « camps » universitaires qui seraient idéologiquement opposés, Hugo Micheron au contraire rabat la science sur l'expression prétendument argumentée d'une simple conviction. Ce faisant il travestit le réel, et dessert nos disciplines.

Rick ANDERSON, 2018, *Scholarly communication. What everyone needs to know*[®], New York, Oxford University Press, 280 p.

Ivan Jaffrin (*Revue européenne des sciences sociales*, Librairie Droz)

Rick Anderson est un personnage bien connu des professionnels de l'information et de la communication scientifiques. Lui-même doyen associé (*associate dean*) à la Willard Marriott Library (Université de Utah), il a occupé durant toute sa carrière différents postes dans le secteur des bibliothèques universitaires, en charge de l'acquisition des ressources et de la gestion des collections, tout en assurant des activités de conseil auprès de grands éditeurs scientifiques. Il doit sa notoriété publique à ses qualités reconnues d'expert en matière de

« communication scientifique », à travers de multiples conférences et analyses, ainsi qu'à ses contributions régulières au blog professionnel *Scholarly Kitchen*, lancé en 2008 à l'initiative de la *Society for Scholarly Publishing* – dont Rick Anderson est élu président en 2015.

Il était donc l'auteur tout indiqué pour cet ouvrage, *Scholarly communication*, paru aux presses de l'université d'Oxford, dont l'objectif assigné par la collection qui l'accueille – « *What everyone needs to know* » – vise à présenter un panorama assez complet des acteurs et enjeux du secteur d'une manière à la fois synthétique et objective. Telle est d'ailleurs l'ambition affichée dès l'introduction par l'auteur qui, tout en rappelant les multiples controverses qui agitent actuellement le monde de la communication scientifique, entend bien prendre soin d'éviter les partis pris trop marqués. Cependant, nous ne ferons pas mystère du fait que Rick Anderson occupe une position particulière dans le débat autour du libre accès aux ressources scientifiques (*open access*) qui le place davantage du côté des tenants du « réalisme » que des « idéalistes » – si l'on veut bien se satisfaire provisoirement d'une opposition aussi binaire que contestable (voir Anderson, 2014, « *Is rational discussion of open access possible?* », *Insights: the UKSG journal*, 27-2, p. 171-180 [en ligne] : <<https://insights.uksg.org/articles/10.1629/2048-7754.162/>>). Et, de fait, il s'agit pour Rick Anderson, tout au long des 14 chapitres qui rythment cet ouvrage, d'examiner en détail les contours d'un objet instable et en constante redéfinition sans faire fi des rapports de force ni des contraintes qui pèsent sur cet objet – la communication scientifique – et non pas d'asséner les vertus d'un modèle alternatif qui peine encore à voir le jour.

Disons-le d'emblée, le lecteur déjà informé des enjeux de la communication scientifique n'apprendra rien de fondamentalement nouveau à la lecture de cet ouvrage. Cependant, tout l'intérêt de l'entreprise menée par l'auteur réside moins dans le caractère exhaustif de l'exposé que dans l'horizon sous lequel il se déploie. Prenant soin d'examiner tous les aspects de la communication scientifique à l'aune des transformations en cascade que lui fait subir le développement du numérique – dont l'enjeu de l'*open access* est directement dérivé –, l'auteur s'évertue à saisir la dynamique de tout un secteur, de manière à en apprécier au plus près les mutations en cours.

Pour ce faire, il convient naturellement d'abord de délimiter le périmètre de ce dont on parle et de s'accorder sur quelques définitions préalables. Tel est l'objet du tout premier chapitre (Chap. 1. « *Définition and History* »), qui commence par poser que par « *scholarly communication* », il convient d'entendre toute forme de « *research-based communication* » (p. 13), à savoir, en premier lieu, les articles de recherche parus dans les quelques 30 000 revues périodiques à comité de rédaction répertoriées dans le monde (p. 14), mais également les monographies, rapports de recherche, versions d'articles préliminaires, thèses, supports de conférences, billets de blog, etc. (p. 5 et suiv.). Le terme « *scholarly* » réfère quant à lui plus précisément au milieu académique des chercheurs et collègues – les pairs – mais également aux étudiants, doctorants ou post-doctorants, et ce dans un contexte institutionnel marqué par l'obligation faite aux chercheurs de publier pour s'assurer une position permanente (« *tenure track* » – p. 15).

De ce tour d'horizon rapide, l'auteur en déduit un terme capital pour la suite de l'exposé : la communication scientifique en tant qu'elle donne à voir un réseau d'organisations et d'acteurs engagés dans la production d'un produit spécifique au travers une logique de compétition et de coopération est fondamentalement un « éco-système » (p. 17). C'est à l'inspection de cet éco-système que s'attachent les 7 chapitres suivants. Passant tour à tour en revue les différents acteurs de la communication scientifiques (Chap. 2 : « *Who Are the Scholars and Why They do Communicate?* ») à l'aune d'un marché de la publication scientifique pesant 26,2 milliards de dollars rien que dans les sciences techniques et médicales (à comparer avec les 5 milliards estimés pour les sciences humaines et sociales [p. 52] – Chap. 3 : « *What Does the Scholarly Communication Marketplace Look Like?* »), l'auteur en vient à observer concrètement leur manière de coopérer et de se répartir les tâches et fonctions éditoriales (Chap. 4 : « *What Is Scholarly Publishing and How Does It Work?* »), tout en rappelant l'importance cruciale de la législation en matière de droit d'auteur dans l'équilibre général de cet éco-système (Chap. 5 : « *What Is the Role of Copyright?* »). L'auteur se focalise ensuite sur le rôle spécifique de deux acteurs publics majeurs qu'il connaît bien (Chap. 6 : « *What Is the Role of Library* » et Chap. 7 : « *The Role of University Press* »), puis parachève provisoirement son exposé avec un aperçu des nouveaux entrants dans le secteur que sont les bibliothèques numériques (Chap. 9 : « *Google Books and HathiTrust* »).

Pour être assez complet, l'examen de cet éco-système complexe n'en donne pas moins une vision globalement très anglo-américaine qui n'est pas transposable en l'état au monde francophone, comme en témoigne la section dédiée à l'organisation du champ académique entre *college* et *university*, (p. 30 et suiv.) ou la définition du *copyright* selon la loi américaine et le régime de *fair use* (p. 91), ou bien encore l'importance des sociétés savantes (p. 80-81) dans l'organisation de communautés disciplinaires et le caractère incontournable des presses universitaires. Un certain nombre de faits prégnants émergent cependant qui tendent à structurer l'analyse d'une manière qui reste pertinente pour le lecteur francophone, à savoir 1. la compétition pour les places dans un régime où la publication est l'objectif primordial (« *publish or perish* » – p. 15 et 49-50) ; 2. la distinction remarquable entre sciences techniques et médicales (STM) et sciences humaines et sociales (SHS) – laquelle fait d'ailleurs l'objet d'un chapitre à part, tant elle s'avère particulièrement décisive dans le contexte numérique (voir p. 207-208 et Chap. 9 « *Needs and Practices in STM and HSS* ») –, à travers notamment l'importance encore avérée de la monographie dans ce dernier secteur (p. 6, 22 et 177) ; 3. le rôle crucial exercé dans tous les cas par les pairs dans l'exercice de l'évaluation scientifique (*peer-review* – p. 64) ; et 4. le fait que l'organisation de la publication scientifique reste largement tributaire d'éditeurs, privés ou publics, non dépourvus d'intérêts économiques et commerciaux (p. 75, 81-82 et 151). Il apparaît ainsi que la publication en revue – et dans les revues à plus fort impact –, demeure en général le graal dans l'avancement académique des chercheurs, plaçant de fait les éditeurs en situation de monopole

(p. 53), au détriment le plus souvent des ouvrages qui tendent à être marginalisés dans la communication scientifique (p. 159, 226-228 et 250-251).

Mais s'il est une ambition qui nous paraît motiver toute l'entreprise de l'auteur et sous-tendre son propos tout au long de l'exposé, elle procède plus fondamentalement de l'attention minutieuse qu'il apporte aux tensions qu'exerce l'irruption du numérique sur chacun des acteurs de l'éco-système traditionnel de la communication scientifique. Le numérique, en permettant la dissémination massive et instantanée des contenus à un coût marginal nul, ou quasi-nul (p. 22), oblige à un travail collectif de re-définition du cahier des charges de la communication scientifique émancipée des contraintes physiques en termes de format et de support (p. 29 et 199-200). L'avènement du numérique tend alors à faire de l'article de recherche l'unité de base de la communication scientifique en lieu et place de la revue, dont le format autant que le rythme de publication résultaient de contraintes qui n'ont plus lieu d'être en régime numérique (p. 20 et 249). La communication scientifique s'en trouve ainsi libérée des entraves du monde physique, la diffusion s'effectuant principalement par le réseau avec une efficacité jamais atteinte par la publication papier. Ce faisant, l'indexation des contenus sur le Web modifie fondamentalement leur «*discoverability*» (p. 62 et 119) et transforment les usages de consultation, à travers la recherche plein-texte par exemple. Il en résulte l'émergence de nouveaux services et de nouvelles fonctions qui bouleversent le champ de compétence des acteurs traditionnels de la publication scientifique, mais également de nouveaux modèles économiques fondés sur le libre accès. L'émergence de plate-formes de publication purement numériques en libre accès, avec le cas des *megajournals* (p. 212-213 et 250), en est un exemple probant ainsi que le développement des réseaux sociaux académiques (p. 256-257). En première ligne face à ses mutations, les bibliothécaires voient quant à eux les fondamentaux de leur métier changer radicalement (p. 232-233), voire tendent à s'imposer eux-mêmes progressivement comme éditeurs de contenus (p. 134 et suiv.), à travers le développement des répertoires institutionnels (p. 215). Il n'est pas jusqu'au principe de la collection qui ne se voit remis en cause par le numérique à la faveur de modèles d'acquisition alternatifs tirés par la demande (*demand-driven acquisition*) et non plus par une logique d'offre (p. 121 et suiv). Enfin, ce basculement vers ce qui pourrait constituer à terme un nouvel éco-système numérique s'accompagne de la promotion d'alternatives au système légal de *copyright*, visant à optimiser le potentiel de diffusion des contenus en ligne, avec le développement des *Creativ Commons* (*copyleft* – p. 104 et suiv).

Pour autant, l'auteur ne se résout pas à sonner le glas de la communication scientifique traditionnelle. C'est ainsi tout l'intérêt de son exposé que de montrer que le passage d'un d'un éco-système papier à un autre, numérique, ne va pas sans heurts. Loin de s'ajuster les unes aux autres de manière synchrone et simultanée, les différentes composantes de l'éco-système apparaissent au contraire comme travaillées par des tendances parfois contradictoires, sujettes à l'inertie ou bien à des contraintes techniques, économiques, légales ou institutionnelles, qui sont autant de frictions

tendant à retarder indéfiniment l'avènement d'un nouvel équilibre « purement » numérique – lequel reste *in fine* l'objet d'intenses spéculations.

Abstraction faite des différences – essentielles – qui subsistent selon les disciplines et principalement entre les SHS et les STM, c'est l'idée même d'un basculement vers un modèle alternatif de communication scientifique faisant table rase de l'éco-système précédent qui est relativisé par l'auteur. Ainsi, loin d'être supplantée par les outils numériques de communication, l'étape de la publication en revue s'avère conserver pleinement sa fonction traditionnelle de validation et de consécration et se voit même investie en retour de la fonction supplémentaire d'archivage de la version faisant autorité (*version of record*), dans un contexte où tendent à proliférer différentes versions d'un même article à différents stades d'écritures et de contrôle (p. 42-44). Qui plus est, dans bien des cas, le numérique n'a pas supplanté le support imprimé, à l'endroit duquel subsiste une demande difficilement réductible (p. 29), mais s'ajoute à lui, redoublant le processus de publication de tâches complexes qui, loin de diminuer les coûts de production, tendent au contraire à les renchérir (p. 29). Non seulement la logique de « plus-value éditoriale » (p. 59 et suiv.) n'a pas disparu, mais elle s'avère encore plus décisive en contexte numérique où archivage, indexation et traçabilité (p. 30) deviennent des enjeux cruciaux, comme en témoigne le développement de mesures d'impact des articles en temps réel (p. 187-189 et 237), supposées remplacer à terme le très contestable facteur d'impact (Chap. 10 : « *Metrics and Altmetrics* »), ainsi que, plus généralement, le rôle crucial joué dans l'ensemble de l'éco-système numérique par les métadonnées (Chap. 11. « *Metadata and Why It Matters* »).

Si ces deux derniers chapitres tendent à confirmer la portée considérable de la transformation numérique en cours, cette dernière semble cependant n'avoir pas affecté sensiblement l'une des fonctions-clés de la communication scientifique, à savoir l'évaluation par les pairs. En dépit de tentatives encore infructueuses (*open peer-review, post-peer review* – p. 65) d'en renouveler de fond en comble l'organisation – souvent jugée sous-optimale (p. 66-67 et 235) –, elle continue en effet à jouer un rôle incontournable sous une forme somme toute très traditionnelle. De fait, quoique l'évaluation soit en grande partie exercée bénévolement par les chercheurs eux-mêmes, comme l'auteur n'omet pas de le préciser (p. 47-48 et 201), la gestion du processus éditorial de l'évaluation à la sélection demeure l'une des fonctions les plus fastidieuses et coûteuses de l'éco-système à la charge des revues (p. 66), lesquelles – il faut s'en étonner – n'ont pas encore trouvé à être remplacées par un système numérique plus performant et sont donc toujours le principal canal de la communication scientifique. C'en est au point que l'auteur est fondé à s'interroger sur la portée de la révolution numérique en cours en ces termes : « *It has been simultaneously hugely disruptive and not disruptive at all* » (p. 20-21).

C'est justement sur la base de ce constat en demi-teinte, posé très tôt dans l'exposé, que l'auteur entreprend pour finir, dans une série de 3 chapitres conclusifs, d'appréhender à nouveaux frais les évolutions présentes et futures de la communication scientifique (Chap. 12. « *Open Access: Opportunities and Challenges* »; Chap. 14. « *The Future of Scholarly*

Communication»), à l'aune des controverses auxquelles elles donnent lieu (Chap. 13 : « *Problems and Controversies in Scholarly Communication* »). C'est sans doute le terrain sur lequel l'auteur était le plus attendu, mais également celui sur lequel les contraintes d'un tel ouvrage de synthèse se font le plus sentir. De fait, les enjeux sont d'une redoutable complexité et l'auteur ne fait ici que les effleurer, non sans un effort louable d'objectivité et de pédagogie ne pouvant que profiter au lecteur non-initié. À défaut de pouvoir nous faire ici l'écho de l'ensemble des sujets abordés par l'auteur, l'on remarquera cependant que l'une des questions lancinantes au cœur des controverses en cours (*serial crisis* [p. 225], *big deals* [p. 228], *predatory journals* [p. 238 et suiv.], *APC* et *hybrid journals* [p. 205-206], etc.) repose en dernière analyse sur la mise en question du rôle des éditeurs dans l'ensemble de l'éco-système et de la justification du coût de l'accès à l'information scientifique, dès lors que celle-ci est produite en numérique et reproductible à moindre coût (p. 78). À cet égard, l'avènement d'un nouvel éco-système numérique, articulé autour du libre accès aux ressources scientifiques, manque d'autant moins d'avocats qu'il consommerait définitivement la ruine du modèle économique classique de la souscription et mettrait ainsi un terme aux excès du « capitalisme de rente » auquel il donne lieu avec le monopole de quelques très grands éditeurs commerciaux fixant des prix quasi prohibitifs pour l'accès à leurs bases de données. Or, comme le remarque l'auteur : « *It may be that we actually no longer need publishers, but that neither scholarly and scientific authors nor paying readers have yet caught up to this reality* » (p. 79).

Cette réponse non dépourvue de malice traduit finalement bien l'esprit pragmatique de l'ouvrage, l'auteur se refusant à spéculer davantage sur l'avenir numérique de la communication scientifique pour en rester sur le terrain des faits, quand bien même ils décevraient les attentes. Tel était son cahier des charges. Telle est également sa limite. Car au fond, ce qui se dessine au fil de l'ouvrage n'encourage pas forcément une lecture en termes d'émancipation de la communication scientifique des formats et contraintes d'un modèle économique et capitalistique rendu obsolète par le numérique, conformément aux vœux des partisans les plus fervents du libre accès. Loin de réaliser toutes les promesses de collaborativité et de transparence portées par les *digital humanities* (p. 257 et suiv.), le libre accès apparaît même possiblement comme l'un des leviers d'une « plate-formisation » de la science, articulée sur la capitalisation des données, susceptible de traduire un nouvel équilibre de l'éco-système de la communication scientifique dans l'environnement numérique, très éloigné de l'idéal d'ouverture et d'échange à l'origine du mouvement. Non seulement le libre accès s'appuie désormais sur des modèles économiques éprouvés (p. 205), mais rien n'indique qu'il participe *in fine*, et à lui seul, d'un affranchissement de la recherche et des chercheurs des intérêts économiques, tant il s'est manifestement imposé lui-même comme l'un des principaux paramètres actuels de la course à la publication, sans en modifier aucunement les règles du jeu ni en diminuer la cadence. Bien au contraire.

